

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié une erreur de formatage de la causerie d'octobre en pdf.

Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Elle aurait dû être publiée depuis plusieurs jours, mais en raison de pluies torrentielles et de longues coupures d'électricité dont une de 36 heures, ce fut impossible. Et puis de nouveaux documents sont apparus sur le Net qu'il a fallu traiter rapidement, dont l'éditorial de la Tribune des travailleurs. Au décomposé qui me harcèle depuis des années, inutile de m'écrire monsieur Coquéma, votre courriel ira rejoindre votre courant politique directement dans la poubelle.

Elle a été réalisée par petits bouts auxquels j'ai dû rajouter une très longue partie hier après-midi, du coup elle est un peu bordélique, mais on peut facilement s'y retrouver.

Les idées de la classe dominante étant manifestement devenues omniprésentes au sein du mouvement ouvrier, plus particulièrement chez ceux qui tiennent en apparence un discours radical, et qui par conséquent s'avèrent être les agents les plus zélés de la pire réaction, les ultra néoconservateurs, on n'a pas cessé de l'illustrer à de multiples occasions dans ces causeries tout au long de ces dernières années, cela étant, je ne doute pas un instant qu'ils ne se donneront pas la peine d'essayer de comprendre ma position et la condamneront sans appel, comme d'habitude, ce qui me laisse par avance totalement indifférent, dès lors qu'ils demeureront incapables de démontrer mon argumentation ou de démontrer qu'elle reposait sur des bases erronées.

Il faut qu'ils sachent que contrairement à eux je n'ai pas besoin de prétextes bidons ou de seconde main pour me faire passer pour un militant de gauche ou d'extrême gauche ou encore pour avoir bonne conscience. Je constate, non sans effroi mais sans réelle surprise, que notre interprétation de la situation et du monde est incompatible dans l'état actuel des choses, et que nous ne partageons ni les mêmes principes ni la même conception de la lutte de classe, et que nos intentions ainsi que nos objectifs politiques divergent au point que toute discussion entre nous semble compromise d'avance. A vous de démontrer le contraire, ce que j'accueillerais avec enthousiasme pour n'avoir jamais été animé de mauvaises intentions envers qui que ce soit, bien au contraire.

Mon isolement politique, dont certains se réjouissent et sont assez vils pour me faire savoir, n'a absolument aucune influence sur mon comportement ou mes idées comme vous avez pu le constater, vous admettez que c'est relativement facile de se corrompre ou de se renier pour se faire des amis en politique, pour rejoindre le panier de crabes des opportunistes en réalité, il témoigne selon moi de l'état de déchéance extrême atteint par le mouvement ouvrier qui a délibérément tourné le dos à la classe ouvrière et au socialisme. Permetts-moi de demeurer à ses côtés et de continuer de le défendre quoi qu'il arrive.

Si j'avais un seul conseil à vous donner, aux jeunes militants surtout, c'est de vous méfiez comme de la peste de ceux qui ont failli pendant plus d'un demi-siècle à défendre notre cause et qui nous ont conduits où nous en sommes, et qui osent se poser en donneurs de leçons, vous savez, ceux qui se prétendent vertueux, ce sont les pires démagogues qui soient. J'en ai fait parti hélas autrefois, j'en suis revenu par chance, si ma modeste contribution qui comporte bien des

insuffisance, j'en ai parfaitement conscience, peut contribuer à démêler l'extrême confusion dans laquelle s'est embourbée le mouvement ouvrier, elle n'aura pas été inutile.

Il y a une chose que j'ai oublié de préciser dans le résumé de cette causerie que vous lirez plus loin.

En imaginant que nous disposions d'un parti, notre participation à cette mobilisation contre Macron et l'oligarchie, contre le régime, n'avait pas pour objectif de le faire reculer ou abandonner son projet de nouvelles taxes sur les carburants et je ne sais quoi, ni de le chasser du pouvoir, encore moins de renverser la Ve République, mais juste d'aller à la rencontre de milliers et milliers de travailleurs, de prendre de nombreux contacts, de leur proposer notre politique, de leur faire connaître, juste pour qu'ils prennent conscience qu'il existait dans ce pays un courant politique différent des autres qui porte un idéal qu'ils ont tous un jour partagé et qu'il s'agit de faire renaître pour qu'il se réalise un jour.

Ni résignation, ni gauchisme, ni démagogie ou opportunisme dans cette démarche, juste la prise en compte de la situation, juste ce que les travailleurs attendaient ou étaient en droit d'espérer, qu'ils ignoraient parfois, sans les abreuser d'illusions d'aucune sorte, sans leur raconter des histoires, sans faux espoirs, la réalité brute de décoffrage comme dirait un maçon, méthode en tous points fidèle au marxisme ou tout du moins à ma conception du marxisme. Nous nous en tenons aux besoins et aspirations des travailleurs dont la satisfaction ou la réalisation ne peut coïncider qu'avec un changement de régime, la liquidation du capitalisme. Nous ne leur proposons pas de participer aux campagnes identitaires ou aux opérations montées par l'oligarchie ou l'Otan et soutenues par l'UE, car ce n'est pas la réaction qui décide quelle tactique nous devons adopter ou comment nous devons mener notre lutte de classe, au contraire nous combattons farouchement ces entreprises destinées uniquement à nous diviser, à briser la résistance de la classe ouvrière et des classes moyennes...

Je ne vous propose pas autre chose, je n'ai rien de mieux à vous offrir, désolé. Mais c'est déjà énorme, si partant de cette base parfaitement saine on pouvait recruter un à un des centaines puis des milliers de militants pour construire un véritable parti révolutionnaire, non ?

- [Au format pdf \(pages\)](#)

Première partie.

Le 17 novembre fut l'expression de la faillite du mouvement ouvrier pour ne pas dire son enterrement.

Tous ceux qui ont participé ou ont soutenu au cours des dernières décennies (en fait depuis les années 70-80) à toutes les campagnes identitaires initiées ou instrumentalisées par l'oligarchie et ses médias ou toutes les opérations montées par elle (à l'échelle mondiale), dont la dernière en date fut celle parrainée par l'Otan du flot d'esclaves se déversant sur l'Europe, en partagent la responsabilité.

A aucun moment ils n'ont pris conscience de la nature réactionnaire de ces campagnes ou opérations prétendument à caractère progressiste ou humaniste, qui auront été des instruments conçus pour broyer le mouvement ouvrier, achever de le disloquer, le couper de la classe ouvrière et des classes moyennes pour finalement servir uniquement l'agenda de l'oligarchie. Ce sont les mêmes dirigeants, partis ou syndicats qui y ont participé à des degrés divers, qui ont refusé de prendre la direction de la mobilisation du 17 novembre sous le faux prétexte que l'extrême droite y appelait pour sauver les apparences, en vain, chacun sait qu'ils sont tous corrompus.

Bien entendu, l'analyse que je vous propose tranche singulièrement (pour la énième fois) avec celles que j'ai pu lire ailleurs, croyez bien que je n'y suis pour rien, car j'aurais préféré de loin qu'il en fût autrement.

J'en suis même arrivé à me demander comment cela était-il possible que tant d'analyses soient ainsi produites, et que je me retrouve finalement dans aucune d'entre elles, pour y avoir détecté d'énormes lacunes ou contradictions à côté desquelles leurs auteurs étaient passés apparemment, à moins qu'ils ne s'en soucient guère ou qu'ils les entretiennent, parce qu'elles font partie depuis longtemps de leur seconde nature, inavouable bien entendu.

A mon modeste niveau sur le plan politique, je me livre en quelque sorte au même travail que monsieur Meyssan sur le plan géopolitique ; Je rassemble des matériaux éparpillés ici ou là, qui une fois réunis permettent de mieux comprendre un événement ou la situation, son orientation. Chacun croit posséder la vérité, alors qu'il n'en possède qu'un tout petit bout, c'est là qu'il faut rechercher l'origine de la plupart des polémiques qui animent le mouvement ouvrier et de l'extrême confusion dans laquelle nous baignons.

A cela vient s'ajouter que les dirigeants qui parlent en notre nom n'ont manifestement pas à l'esprit tous les facteurs et rapports qui composent la situation. Ils n'ont pas non plus assimilé suffisamment les enseignements du marxisme ou si peu compte tenu de l'usage médiocre qu'ils en font, du coup, ils ne rivalisent pas en imagination pour faire avancer notre cause, mais uniquement pour mettre en valeur leur indigence ou faillite intellectuelle avec laquelle se confond leur personnalité et leurs intérêts individuels. Il ne leur servirait à rien non plus de prendre le recul parfois nécessaire ou de se laisser le temps pour réfléchir tranquillement à une question particulièrement délicate ou compliquée, puisqu'ils possédaient déjà la réponse avant même qu'elle ne se pose. Quant aux transformations de la société, elles ne peuvent en rien nourrir leur imagination, puisqu'ils s'en servent uniquement pour justifier leur théorie, leur dogme.

J'en suis arrivé à cette conclusion navrante qui quelque part me dépasse, je veux dire par là, de quel droit je me permets de la formuler, sinon qu'apparemment je pense ou je réfléchis davantage que tous ces dirigeants réunis, prétention qui me choque terriblement, mais que voulez-vous que je vous dise.

Remarquez bien que je n'ai fait que les écouter ou les lire ou observer leur comportement, prendre connaissance de leurs positions, je n'ai même pas cherché à les interpréter ou seulement après coup pour les caractériser car c'est indispensable. Il suffisait simplement d'énoncer leurs prises de position sur une multitude de sujets au fil du temps, disons depuis les années 40, de suivre les rapports qu'ils avaient tissés avec tel ou tel facteur politique, pour comprendre que leur orientation politique ne correspondait pas du tout à l'objectif pour lequel ils prétendaient combattre.

J'en suis arrivé à la conviction que de jeunes militants ouvriers sincères et honnêtes, ils sont tous devenus au fil du temps et plus ou moins rapidement, ce qui signifie qu'ils en avaient parfaitement pris conscience, des imposteurs, des ennemis de notre cause et non pas seulement des adversaires, car on combat loyalement un adversaire, pas un ennemi contre lequel tous les coups sont permis, or c'est exactement ce qu'ils ont fait pour éliminer les dirigeants, cadres ou militants qui se dressaient sur leur chemin, on regorge de témoignages accablants qui le prouvent. Il n'est pas étonnant que les militants se réclamant du trotskysme se comportent de cette manière avec moi et j'imagine tous les militants qui ne partagent pas leurs idées foireuses ou nauséabondes.

Malheureusement je dispose de peu de documents pour mener à bien mon travail d'analyse, je fais donc avec ce que je trouve sur le Net. Je ne me focalise pas sur un événement en particulier pour tirer des conclusions, non, ma méthode consiste à observer quelle attitude ont adopté les uns et les autres au cours d'une multitude d'événements couvrant une période d'un demi-siècle ou davantage, ce qui permet de suivre leur évolution, mais surtout de faire ressortir les aspects

communs ou permanents, les liens qui s'en dégageaient, qui traduisaient ou trahissaient la nature de leurs véritables intentions ou d'en cerner la signification politique.

Pour aborder cette journée du 17 novembre, nous allons partir des faits, de leurs déclarations, celles dont j'ai eu connaissance. Ils ont tous déserté à cette occasion, on est bien d'accord, aucun n'a voulu se mouiller, tout au plus certains l'ont soutenu du bout des lèvres du haut de leur suffisance, d'autres y ont participé discrètement, hypocritement serait-il plus juste de dire.

Tous ont laissé ces centaines de milliers de travailleurs et jeunes face aux forces de l'ordre qui avaient ordre de réprimer brutalement toute tentative de blocage, face aux éléments d'extrême gauche, face à des provocateurs, bref, le mouvement ouvrier dans sa totalité a été en dessous de tout, ce qui confirme au passage l'analyse qu'on en a déjà fait. Nos dirigeants sont responsables des graves incidents qui ont eu lieu, des morts et des centaines de blessés.

Tout avait été programmé dès le premier jour pour que les choses se déroulent ainsi, et ils ont laissé faire, voilà la vérité. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on les épargne, qu'on leur trouve des circonstances atténuantes, il n'en existe pas, ils ont montré à l'ensemble des travailleurs et des militants leur véritable nature contre-révolutionnaire. Nous y reviendrons en détail plus loin.

Soyez intègre, mais pas intégriste !

Apparemment c'est beaucoup trop demander, de ne pas verser dans le sectarisme, l'opportunisme ou le gauchisme, les uns et les autres viennent d'en faire une démonstration magistrale le 17 novembre, on leur dit bravo et merci, si, si sincèrement, et vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

La manière dont cette journée a été traitée avant et après est un modèle du genre ô combien révélateur du rôle joué par les médias et le mouvement ouvrier.

Les médias dominants se sont partagés les rôles comme d'habitude, entre ceux qui condamnaient cet appel et ceux qui devaient afficher hypocritement leur neutralité, mais qui en réalité allèrent beaucoup plus loin en portant littéralement cet appel à manifester contre Macron, ce qui aurait dû alerter tout militant ayant développé un minimum d'esprit critique, en vain.

Sans chercher à savoir à ce stade qui se trouvait derrière cet appel, je me suis naturellement demandé pourquoi les médias s'employaient-ils à le populariser. Curieusement on aurait dit qu'ils voulaient à tous prix le faire connaître jusque dans les bourgs les plus reculés du pays, là où il n'arriverait jamais. Voilà comment un appel qui était destiné à demeurer ignoré de l'immense majorité de la population, allait soudainement se transformer en un appel national à manifester contre Macron par la grâce des médias qui l'avait porté au pouvoir et le soutenait quotidiennement, incroyable, n'est-ce pas ?

A partir de là devaient surgir une multitude de questions, sauf chez les crétins de gauchistes qui se jeteront avidement dans ce piège tendu par nos ennemis, qui comme d'habitude oublieront de conserver à l'esprit le fil du déroulement des événements, sans lequel on ne pouvait pas comprendre ce qui se tramait ou pourquoi les médias faisaient complaisamment la promotion de cet appel, quant aux sectaires et aux opportunistes au sein du mouvement ouvrier, ils le saisiront en cours de route, comme d'habitude aussi, et en arriveront à des conclusions opposées toutes aussi erronées.

L'engouement des médias pour un appel à manifester contre Macron était plus que douteux, c'est un euphémisme, en réalité et venons-en à leurs réelles motivations, ils savaient que son contenu pouvait brasser une population très large allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, et qu'ils

pourraient l'instrumentaliser utilement en recourant à l'amalgame scélérat rouge-brun qui desservirait à la fois RN et LFI au profit de LREM. Ils pouvaient d'autant plus s'en servir ouvertement, qu'ils savaient à quel point le mouvement ouvrier était corrompu ou que la faillite, l'incurie politique de ses dirigeants les rendrait inapte à adopter une position correcte et à prendre la direction de cette mobilisation qu'ils bouderaient ou qu'ils condamneraient, ce qui se passa effectivement, ce qui les éloignerait un peu plus des masses qui se sentaient concernés par cet appel, au final cette opération fut un succès total, et dans la foulée le Premier ministre annonça qu'il ne céderait rien, normal.

Il faut préciser ici, que nous n'aurions pas pu venir à bout de notre analyse si nous n'avions pas caractérisé les médias d'ennemis irréductibles de la classe ouvrière, de la démocratie, du socialisme, si nous n'étions parvenus à la conclusion qu'ils étaient exclusivement au service de la gouvernance mondiale.

La même précision vaut pour les différents acteurs politiques ou l'ensemble des représentations incarnant les intérêts de l'oligarchie. La totalité des partis dits ouvriers refusant de partager cette analyse ou cette conclusion, vous comprendrez pourquoi ils en arrivent à favoriser les plans de nos ennemis ou pire encore. Non, je suis désolé de vous le dire, il n'existe pas de demi-mesure en la matière, de nuance, de compromis possible, il n'y a absolument rien à négocier, rien à retrancher, rien à ajouter, les médias, Macron, les institutions, l'oligarchie sont ainsi, je n'y peux rien et vous non plus, alors vaut mieux l'admettre ou partir de ce constat pour les combattre plutôt que le nier et dépenser son énergie en pure perte.

Chacun sachant à quoi s'en tenir en tirera librement les conclusions qu'il voudra. L'objet de ma contribution politique n'a jamais été de convaincre quiconque de se rallier à mes conclusions, bien au contraire, il revient à chacun d'analyser honnêtement les différents facteurs et rapports qui sont portés à sa connaissance et qui composent la situation, c'est tout. Tout me porte à croire que nous ne partageons pas les mêmes conclusions.

En aparté, à propos des intellectuels les plus brillants de notre époque qui existent dans de très nombreux pays.

J'ai constaté qu'un certain nombre se réclamaient du marxisme ou ne rejetaient pas le marxisme, ils y font souvent référence dans leurs articles. J'ignore précisément ce qu'il leur a apporté, toujours est-il qu'aucun ne reprend à son compte les conclusions de Marx et Engels, dont celle pratique figurant dans le Manifeste du parti communiste d'organiser les masses dans un parti ouvrier pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique pour mettre fin au capitalisme, puisqu'aucun de ces intellectuels n'a emprunté cette voie, ce qui les condamne à errer indéfiniment d'illusion en illusion, sans qu'ils s'en aperçoivent apparemment. Bien que je ne sois pas sûr qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes, puisque cela les amène à renier certains de leur principes ou à se contredire de plus en plus souvent et ouvertement, au point qu'ils se discréditent eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou sympathisants. C'est dommage parce qu'ils appartiennent à cet espèce d'intellectuels sincères et de grande valeur dont nous avons tant besoin pour fonder le parti qui nous fait tant défaut de nos jours.

Pour expliquer leur défaillance, j'en suis arrivé à la conclusion que leur statut social pouvait constituer un obstacle à leur engagement politique au côté des masses, parce qu'ils n'ont pas suffisamment étudié le développement du capitalisme, des forces productives, comment s'étaient développés le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme auquel est lié la nature humaine depuis son origine ainsi que son évolution. Car il faut bien comprendre que l'ensemble de ces facteurs étant liés, la moindre faille dans la compréhension de leurs rapports peut se traduire par une suite de confusions sans fin dans l'un ou l'autre ou plusieurs de ces facteurs, de sorte que la perspective historique qui se dégage de leur développement ne leur apparaîtra pas ou demeurera incompréhensible, du coup ils seront portés à privilégier l'idée dominante selon laquelle il n'existe

pas d'autre voie que celle du capitalisme, de l'exploitation, du règne de la nécessité considérant toute autre voie comme utopique ou irréalisable, qu'ils en conviennent ou non importe peu.

Et bien je pense que la plupart des militants du mouvement ouvrier en sont au même point. Ils sont honnêtes et sincères évidemment, mais ils doivent faire face à un obstacle supplémentaire dans la mesure où ils n'ont pas forcément développé leurs facultés intellectuelles ou ils ne possèdent pas les connaissances indispensables pour comprendre les tenants et les aboutissants du processus dialectique matérialiste et historique inconscient pour finalement adopter le marxisme ou le socialisme, les enseignements de la lutte de classe du passé, dont le parti (et l'internationale) est un des éléments déterminant, sans lequel le socialisme demeurera une utopie, d'où quand on s'en écarte un tant soit peu, cela nous conduit à toute sorte d'accommodations avec le capitalisme et ses représentants, ce qui est inévitable. C'est dans ce sens-là que je disais plus haut que les conclusions auxquelles nous sommes parvenues sont non négociables, et non pour tenter d'imposer quoi que ce soit aux lecteurs, s'il vous plaît, je vous en prie, n'allez pas imaginer un instant que je serais capable d'une telle bassesse.

Revenons à notre sujet.

Quant aux enseignements qu'on peut en tirer, ils sont multiples.

Comme lors de toutes les campagnes à caractère identitaire ou communautariste qui ont vu le jour ces dernières années, ou encore toutes les opérations de manipulation des masses sur le plan politique qui ont eu lieu, un inconnu (ou présenté comme tel) lance un appel sur un réseau numérique (Irak, Libye, Egypte, Syrie, Tunisie, Etats-Unis, etc.), les idéologues de l'oligarchie (Fed, Otan, Pentagone,) s'en saisissent et décident de l'instrumentaliser au niveau national (ou mondial) à l'aide de leurs médias, en y mêlant leurs officines (NED/CIA, ONG, instituts, fondations, think tanks, etc.) ainsi que les masses et leurs représentants officiels (de droite comme de gauche) qui leur serviront de caution, à des fins politiques (inavouables) pour atteindre un objectif politique à court terme qu'ils ne parvenaient pas à atteindre par d'autres voies parfois depuis des années, et qui s'inscrit dans le cadre de leur stratégie politique globale définie de longue date, dont les masses doivent absolument ignorer le contenu.

Voilà comment cette machination opère avec le succès que l'on sait dans la plupart des cas, à l'exception de la Syrie.

En toile de fond, c'est bien la dégénérescence totale du mouvement ouvrier qui participe à ce complot politique contre les masses et l'absence d'une nouvelle direction qui sont à l'origine d'un tel succès de nos ennemis. On peut même affirmer que si nous ne parvenons pas à refonder le mouvement ouvrier sur la base d'une indépendance de classe stricte, notre combat est désespérément perdu d'avance, on ne doit avoir aucune illusion sur cette question déterminante.

Ce 17 novembre 2018 a eu lieu parce que le mouvement ouvrier est sans direction, il est livré à lui-même, donc au pires compromissions, malgré les bonnes intentions de la plupart des militants qui finalement ne comprennent plus rien à la situation après avoir été induits en erreur par leurs dirigeants traîtres, corrompus ou faillis.

On a même vu des partis comme par exemple le POID reprendre les arguments des médias les plus réactionnaires pour justifier leur refus de participer à cette journée de mobilisation contre Macron. A une autre époque, ils évoquaient à juste titre la nécessité de se battre pour prendre la direction des masses, manifestement depuis ils ont abandonné cet objectif, car quand les masses manifestent, ils sont aux abonnés absents, sous prétexte que des éléments d'extrême droite y participeraient, comme si dans chaque manifestation à caractère sociale ou politique des travailleurs sensibles à certains arguments de l'extrême droite n'y participaient pas, voilà où va se nicher le pire opportunisme ou sectarisme qui refait surface parce qu'ils ne l'ont jamais abandonné.

Aucun parti dit ouvrier n'avait appelé à descendre dans la rue le 17 novembre, sachant que l'extrême droite et ses alliés souverainiste et nationaliste s'y étaient associés et comptaient en tirer profit, cela signifie que délibérément ils ont décidé de laisser les masses au contact de l'extrême droite au lieu de leur ravir cette prétention et de défendre leur propre politique. Apparemment LFI, LO et le NPA ont soutenu du bout des lèvres cette journée de mobilisation, j'ignore quelles furent les positions adoptées par les autres partis.

Si nous avions eu un parti ouvrier révolutionnaire, nous aurions appelé à y participer, nous l'aurions préparée sérieusement, nous en aurions profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts et discuter, prendre des contacts avec des centaines ou des milliers de travailleurs...

Autres enseignements et conséquences de l'attitude hostile du mouvement ouvrier à cette journée de mobilisation contre Macron.

Elle prend au fil des jours une tournure de plus en plus violente et désespérée faisant deux morts et de nombreux blessés inutiles qui auraient pu être évités si les syndicats et la partis ouvrier avaient joué leur rôle ou assumer leurs responsabilités au côté des travailleurs, car habituellement il est rare qu'une mobilisation atteigne un tel bilan, ces morts et blessés seront versés à leur déjà épouvantable bilan.

Il était parfaitement prévisible depuis le début, qu'en l'absence de tout cadre organisationnel ou tout service d'ordre, des éléments radicaux (ou des provocateurs infiltrés) en tous genres allaient en profiter pour s'exprimer violemment, ce qui aurait pour conséquence de donner une image détestable de cette mobilisation légitime qui serait exploitée par la suite par les médias pour le compte de Macron et son gouvernement. C'était le meilleur moyen pour dresser les uns contre les autres les travailleurs issus de différentes couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes. Que des incidents se produisent, c'était quasiment inévitable, mais pas à ce niveau-là. Le manque d'organisation à la base profite donc à Macron, pour tenter de se refaire une légitimité usurpée depuis l'annonce de sa candidature à l'Élysée, sur ces morts et ces centaines de blessés à mettre au compte de ceux qui ont déserté leurs responsabilités ou trahi leur mandat, la cause qu'ils prétendent défendre.

Nos détracteurs qui nous traitent en ennemi ne sont pas à une incohérence ou à une contradiction près.

Ce qui est extraordinaire et révélateur répétons-le, c'est qu'ils n'hésitent pas à soutenir toutes les opérations orchestrées par l'Otan ou pilotées par les ultra néoconservateurs, dont celle des migrants vers l'Europe ou les Etats-Unis, mais quand c'est un simple camionneur qui en prend l'initiative en lançant un appel sur Facebook, il ne méritait que leur mépris, à croire qu'ils n'ont d'yeux que pour les puissants du vieux monde..

Au passage vous aurez également constaté que tous ces partis avaient justifié leur participation à toutes les élections depuis 1958 sous prétexte qu'elles devaient les aider à les faire connaître des travailleurs, et quand l'occasion leur en est fournie, ils s'abstiennent d'en profiter, ce qui montre bien que les objectifs qu'ils affichent ne correspondent pas à leurs véritables intentions, en réalité, dès qu'il s'agit d'affronter le régime, ils disparaissent ! Tous leurs arguments sont frauduleux. A les entendre ils seraient les champions de l'unité et de l'organisation des masses, ils osent justifier leur politique en prétendant qu'elle aurait été inspirée par les masses pour ne pas se couper des masses, et voilà qu'ils viennent juste de démontrer le contraire.

Quant à ceux qui ont participé à cette journée, en matière d'opportunisme gauchiste ils ne sont pas en reste, car à les entendre elle aurait été un énorme succès, discours qu'ont également tenu l'AFP, Le Parisien, Libération, Le Huffington Post, notamment. Tu parles, elle a mobilisé à peine quelques centaines de milliers de travailleurs, à mon avis plus près de 400 ou 500.000 que les

285.000 du ministère de l'Intérieur, toujours est-il, cela ne représente pas plus d'1 ou 2% des travailleurs et jeunes concernés par la politique ultra réactionnaire de Macron.

Ceux qui ont estimé qu'ils ne devaient ni y appeler ni y participer, en appellent aux syndicats corrompus jusqu'à la moelle que l'immense majorité des travailleurs rejettent également, si on exclut les syndicats jaunes et associés, ils ne représentent pas plus de 2% ou 3 des travailleurs (actifs et retraités) et jeunes, à LFI, au PCF qui s'apprêtent à participer à l'élection de l'institution européenne de la gouvernance mondiale ou le Parlement européen, qui soutiennent à bout de bras le régime ! On est en droit, me semble-t-il, de leur demander pendant combien de temps ils vont encore continuer à se foutre de nous, non, vous ne pensez pas que ce serait légitime de poser cette question à tous ceux qui parlent en notre nom.

En guise de complément. Le brouillon que j'avais écrit deux jours plus tôt. Je n'ai plus le temps de tout réécrire.

Quand les trotskystes sont indéfendables.

POID (Blog) - Le 17 novembre ? Un rassemblement de la plus grande confusion où se mêlent Rassemblement national de Marine Le Pen, Dupont-Aignan de Debout-La France, Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, le PS, les républicains de Laurent Wauquiez. Il appartient au mouvement ouvrier, en particulier aux organisations syndicales ouvrières, de prendre leur responsabilité pour mobiliser contre le blocage des salaires, pour le blocage des prix, pour la défense des retraites par répartition, pour le retrait du projet Macron-Philippe de contre-réforme des retraites.

Les syndicats ouvriers ? Lesquels ? La CGT, FO et SUD, ils doivent représenter la moitié de la totalité des syndiqués qui représentent quoi 8 à 8,5% des salariés, soit 1,3 à 1,5 million de syndiqués, parmi lesquels au moins le moitié n'ont jamais participé à une réunion syndicale, soit 600 à 700.000 syndiqués sur quelque 30 millions d'actifs et 14 millions de retraités, soit 2% en étant généreux. Ils ont appelé à voter Macron, ils n'appelleront jamais à bloquer l'économie du pays, et tous les prétextes seront bons, Martinez vient de l'illustrer.

POID (Facebook) - 17 novembre 2018 – Martinez, secrétaire général de la CGT, réclame au gouvernement une hausse du Smic pour calmer la grogne « légitime » des manifestants contre la hausse des taxes sur les carburants, réitérant son opposition à participer à la mobilisation du jour à cause de la présence de l'extrême droite.

Les travailleurs n'en ont rien à foutre des manoeuvres d'appareil de monsieur Martinez de l'extrême droite ou encore du POID, ils sont prêts à saisir n'importe quelle occasion pour se mobiliser contre Macron, mais pas ceux qui sont censés les représenter et que personne n'écoute d'ailleurs, ceci explique cela.

Martinez en apôtre de la paix sociale qui veut "calmer la grogne", Macron aussi, c'était le suppositoire anesthésiant du 17 novembre 2018 offert par les appareils de la CGT et du POID !

En Inde où comme en France le mouvement ouvrier est incapable de mobiliser les masses, quand il y a une grève générale de 24h contre la hausse des prix de l'essence, ce sont tous les partis de l'opposition parlementaire et les syndicats ouvriers et patronaux qui y appellent, et quand la majorité parlementaire a changé suite à des élections législatives, ce sont les partis qui étaient précédemment au gouvernement et qui avaient augmenté le prix de l'essence qui prennent la direction de la grève !

Vous allez penser que c'est une farce, non, je ne plaisante pas du tout. Sinon il n'y a pas de grève, c'est à prendre ou à laisser. Alors que font les travailleurs ? Ils la soutiennent évidemment,

passivement, de toutes manières ils n'ont pas le choix, les boîtes sont fermées ce jour-là, c'est le patronat qui prend l'initiative, en dehors de la fonction publique et les grandes entreprises, il n'y a pas de syndicats en Inde. ils restent chez eux, et seule une infime minorité participent à des mobilisations locales, en gros c'est dimanche ! Cela peut vous étonner que j'aborde ce sujet avec une telle légèreté, je ne vais pas pleurer, je ne fais que traduire l'état d'esprit des travailleurs indiens, c'est tout. Je suis aussi impuissant qu'eux à influencer sur le cours des choses.

Pour revenir sur le 17 novembre.

Cette journée de mobilisation des masses contre Macron et son gouvernement pose de nombreuses questions qui vont alimenter les discussions au sein et autour du mouvement ouvrier et participer à la maturation de la conscience politique de la classe ouvrière, de la jeunesse et de pans entiers des classes moyennes.

On peut observer que la mobilisation a été relativement faible, même très faible, même si le taux de participation a dû être environ le double de celui annoncé par le ministère de l'Intérieur, il n'en demeure pas moins qu'on n'a pas assisté à un ras de marée. Cela peut s'expliquer du fait que la plupart des dirigeants du mouvement ouvrier avaient démissionné en annonçant qu'ils ne reprendraient pas à leur compte cet appel, certains même le condamnant. Donc aucun parti ou syndicat n'y a appelé, ce qui n'a pas empêché des centaines de milliers de travailleurs de passer outre.

Les travailleurs qui étaient les plus déterminés à se mobiliser malgré tout contre Macron se sont retrouvés sans organisation ou direction pour préparer et mener à bien cette tâche comportant de nombreux risques, ils furent condamnés à improviser tant bien que mal au fur et à mesure que se déroulait cette mobilisation, ce qui ne permit pas de la coordonner au niveau nationale, ni d'en tirer des enseignements politiques ni de définir la suite à y donner, hormis lancer un nouvel appel pour le 24 novembre...

Si nous avions eu un parti ouvrier, nous aurions appelé à y participer, puisqu'il était entendu que l'immense majorité des travailleurs pour ne pas dire tous soutenaient ce appel. Oui, aussi surprenant que cela puisse paraître, on se serait placé au côté des travailleurs au lieu de nous soucier de faire baisser la "grogne" des travailleurs, on a les préoccupations qu'on peut que voulez-vous, qui au passage révèlent les intentions des uns et des autres. On aurait participé à cette mobilisation, et on en aurait profité pour distribuer des centaines de milliers de tracts en proposant notre journal, cela aurait été une excellente journée assurément. Vous comprendrez mieux pourquoi on se demande parfois s'il existe encore des partis ouvriers en France (comme en Inde et ailleurs), parfois on a un doute !

Et puis, il y avait autre chose d'intéressant dans cette mobilisation initiée sur les réseaux numériques si j'ai bien compris. A l'issue de cette journée que faire, avant on pouvait même se demander comment allait se passer cette journée étant donné qu'elle n'avait pas vraiment de direction, cela mettait en lumière que sans organisation ou parti toute mobilisation serait sans lendemain ou ne servirait pratiquement à rien, donc cela posait directement à chaque travailleur la question de s'organiser. C'est marrant que ceux qui se destinent d'organiser les travailleurs n'y aient pas pensé, non, c'est normal.

Dans les jours qui ont précédé le 17 novembre ainsi qu'après, les médias en ont rendu compte diversement, relayant largement et gracieusement cet appel pour le faire connaître dans toute la France, aussi sommes-nous en droit de nous demander pourquoi, sans doute espéraient-ils ainsi dissuader la population d'y participer en exprimant leur crainte que la situation dégénère, autrement dit, d'un côté ils incitaient la population à y participer et de l'autre ils l'effrayaient pour qu'elle n'y participe pas, c'était à croire qu'un affreux doute les tirait sur leur capacité à

POID - Quand le rouge devient la couleur de la honte.

- Rouge est le drapeau des travailleurs par Daniel Gluckstein - Tribune des travailleurs - POID 22 novembre 2018

« Quelle que soit l'ampleur de la mobilisation », le 17 novembre « risque d'être marqué par une grande équivoque », écrivions-nous dans ces colonnes, à la veille de la journée de blocage des « gilets jaunes ». Les faits rapportés dans ce numéro de La Tribune des travailleurs confirment amplement ce pronostic.

(Après avoir fait preuve d'une telle audace ("Quelle que soit", "risque"), le voilà qui se félicite de son "pronostic" ! Quelle modestie, où va se nicher l'opportunisme débridé ! Et cela va être ainsi de la première à la dernière ligne, pour ne pas s'en apercevoir il faudrait être d'une mauvaise foi sans fond ou faire preuve d'une malhonnêteté intellectuelle incurable. - LVOG)

Certes, les slogans du type « Macron démission ! » reflètent un rejet sans précédent, dans toutes les couches de la population (Plus loin il fustigera ceux qui font référence non pas à "la population", mais au "peuple", terme générique qui revient pratiquement au même vous l'admettez d'autant plus que ce mouvement était appelé à être populaire, c'est Gluckstein lui-même qui vient de l'affirmer, mais il l'a déjà oublié, ce qui signifie que seul monsieur Gluckstein a le droit d'employer certaines expressions ou de leur prêter un signifiant qui variera en fonction de son humeur quand il se retrouvera à court d'arguments pour justifier sa position. Cela vous donne une idée assez précise de la conception de la liberté d'expression ou de pensée de cet autocrate-Bonaparte ! - LVOG) du président-Bonaparte tombé de son perchoir, rejet qui avait déjà perturbé chaque étape de son « itinérance mémorielle » dans l'est et le nord de la France, au début du mois. Certes, parmi les manifestants, toutes les couches sociales étaient représentées, y compris des travailleurs, des chômeurs, des jeunes saisissant l'occasion d'exprimer leur rage contre le gouvernement.

(Il a omis de citer les petits patrons, les agriculteurs, les éleveurs, les artisans, les commerçants, les classes moyennes, après n'avoir pas cessé de lorgner sur eux avec monsieur Schivardi. Notez bien que ce n'est pas un reproche de notre part, juste une mise au point qui confirme ce que j'ai déjà dénoncé dans le premier paragraphe, et ce n'est pas fini. - LVOG)

Tout cela est vrai. Mais peut-on s'en tenir là comme le font partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » qui saluent le « succès du 17 novembre », les unes avec un enthousiasme délirant pour un mouvement dont elles disputent le leadership au Front national, les autres avec un engouement plus modéré mais réel ?

(S'il a raison de dénoncer l'"enthousiasme délirant" des partis et organisations de « gauche » et « d'extrême gauche » compte tenu que cette journée d'action a plutôt été un échec, en revanche on voudrait bien qu'il nous explique pourquoi dès lors que cet appel a été lancé au départ en direction des couches des classes moyennes qui sont les plus durement frappées par la politique de Macron et ne soutiennent pas LREM, pourquoi l'extrême droite devrait-elle forcément prendre la direction de ce mouvement qui n'a été organisé par aucun parti politique, pourquoi ces couches des classes moyennes qui s'opposent à Macron devraient-elles fatalement basculer vers l'extrême droite, alors qu'elles auraient tout intérêt à se tourner vers la classe ouvrière et ses représentants, à s'allier avec eux, à unir leur force contre Macron et le régime. En conclusion, si on suit son raisonnement et il va le confirmer par la suite, toutes les couches des classes moyennes sont destinées à rejoindre l'extrême droite. Etrange, vous ne trouvez pas. Je crois que j'ai trouvé une explication qui pourrait justifier cette position gauchiste qui ne sert qu'à camoufler ses véritables intentions.

Il se trouve que, d'une part le mouvement ouvrier à démissionner, à désertier le combat politique, car en réalité absolument aucun parti dit ouvrier n'avait appelé officiellement à participer à cette journée de mobilisation, aucun ne l'avait préparé, certains de leurs dirigeants avaient uniquement signifié qu'ils y participeraient à titre individuel, d'autre part, il aurait fallu affronter des éléments d'extrême droite, ce à quoi aucun n'était préparé ou ne l'avait envisagé, autrement dit, au lieu d'assumer leurs responsabilités ils ont pris le parti de se débiter comme des lâches sous de faux prétextes, de commenter les événements au chaud tranquillement installés dans leur fauteuil de donneurs de leçons, tandis que "des travailleurs, des chômeurs, des jeunes" allaient se retrouver aux prises avec de dangereux éléments radicalisés et incontrôlables, des provocateurs en tous genres ou des membres de l'extrême droite, sans parler des forces de l'ordre remontées à bloc par le ministère de l'Intérieur et prêtes à réprimer violemment tout débordement inévitable. - LVOG

Pour notre part, nous avons – nos lecteurs le savent – un parti pris : aborder toutes les questions non sous l'angle du « peuple » (dont on nous a abreuvés tout le week-end), mais du point de vue des classes sociales et de la lutte qui les oppose.

(Quelles classes sociales ? Ils en existent au moins trois qui sont toutes très hétérogènes par leur composition ou le statut de leurs membres, et seules deux d'entre elles sont réellement indépendantes, celle de la classe ouvrière et celle des capitalistes, celle des classes moyennes oscillant entre les deux en fonction de l'évolution de la situation ou des intérêts de ses différentes couches qui peuvent être opposées... Dès lors la question du sort et des conditions auxquelles devaient faire face les différents pans des classes moyennes dont il était question par cet appel aurait dû être abordée sérieusement. D'autant plus que de larges couches de la classe ouvrière partagent les conditions ou le niveau de vie des classes moyennes, notamment les millions de foyers qui disposent de deux revenus confortables ou largement au-dessus du smic... - LVOG)

Analysons la signification du 17 novembre sous cet angle. Que peut-on dire de la flambée des prix des produits pétroliers, à l'origine de l'opération « gilets jaunes » ?

Pour l'ouvrier ou l'employé dont le salaire est bloqué depuis des années ; pour le retraité dont le gouvernement s'acharne à amputer la maigre pension ; pour le chômeur dont la faible allocation est dans la ligne de mire de la réforme du gouvernement ; pour la mère de famille qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, dire « non à l'augmentation des taxes sur les pétroliers », c'est une manière d'exiger plus de pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des allocations.

("Maigre pension" pour retraite misérable, "faible allocation" dont la moitié ne bénéficie même pas, "joindre les deux bouts", alors qu'ils se privent sur absolument tout, y compris l'alimentation, le chauffage, etc. on voit que monseigneur Gluckstein n'est pas vraiment familiarisé avec ces couches de la classe ouvrière parmi les plus mal lotis, soit dit en passant, mais ce n'est pas anodin, juste révélateur. En réalité, où elles en sont rendues, accablées de difficultés en tout genre dont elles sont dans l'impossibilité de se dépêtrer, elles exigeraient plutôt un changement radical de régime ou de société. Demandez-leur et vous serez surpris par leur réponse. Moi, en Inde qui baigne dans ce milieu en permanence, car c'est la même situation qui prévaut dans tous les pays du monde, ce n'est pas le minimum syndical qu'elles exigent, elles ne veulent pas ou plus de la charité, des miettes qu'on leur concède généreusement une fois que toutes les autres classes sont servies, vous comprenez, elles veulent vivre dignement, elles aspirent à un niveau de vie équivalent à celui des classes moyennes. Pour monseigneur Gluckstein, seules les couches de nantis qu'ils côtoient et qu'ils représentent y auraient droit, le capitalisme est ainsi fait, la société aussi et le mouvement ouvrier s'y est adapté, il s'en est accommodé, voilà l'origine de la conception de la lutte de classe qu'on nous impose depuis près de 80 ans, rejetons-la et tournons-nous résolument vers les masses, leurs couches les plus défavorisées. - LVOG)

Mais pour le patron de cette entreprise du bâtiment qui envoie 50 camions à un rendez-vous de blocage le 17 à l'aube (1), pour ces entreprises qui contribuent généreusement à la logistique de l'opération, pour les médias, propriétés de grands groupes capitalistes, qui n'ont cessé d'appeler

aux blocages, et même de les coorganiser de fait, dire « non aux taxes » sur le pétrole est un premier pas qui, très vite, s'élargit : non aux taxes en général, non aux impôts, « l'État nous prend tout » pour payer des fonctionnaires fainéants, des chômeurs profiteurs, des services publics inutiles, des retraites scandaleusement élevées, et même pour aider les immigrés qu'« on ferait mieux de renvoyer chez eux ». Et puis, ajoutent les patrons et leurs acolytes tout de jaunes vêtus, « y a pas que les taxes : il faut payer pour la Sécu, pour les retraites, toutes ces charges sociales qui étouffent nos entreprises et nous empêchent de faire du profit. » Le petit patron qui tient ce langage a-t-il seulement conscience qu'il ne fait que reprendre... le programme de Macron, contre qui, pourtant, il manifeste ?

(Quel parti pris, on est en droit de se poser la question. Il aura suffi que les médias-oligarques rapportent non sans arrière-pensées les diatribes abjectes tenus contre la classe ouvrière par certains patrons parmi les plus réactionnaires, pour que Gluckstein, à qui cela a visiblement échappé, à moins qu'il le feigne, leur attribue indistinctement ainsi qu'à "leurs acolytes tout de jaunes vêtus" parmi lesquels se trouvaient des travailleurs de toutes catégories sociales, qui estiment à juste titre qu'ils cotisent trop pour des droits qui se réduisent toujours plus au fil du temps et qui ont l'impression d'être lésés. Vous aurez constaté qu'il a bien pris soin d'écarter les discours qu'ont dû tenir d'autres petits patrons ou membres des classes moyennes favorables à la classe ouvrière, ou qu'il a pris soin de sélectionner ceux qui lui permettaient de justifier sa position, quitte à falsifier la réalité. Bref, il fallait à tous prix présenter tous les petits patrons, ce qui inclus l'ensemble des classes moyennes ou les membres des professions libérales qui emploient des salariés comme des ordures finis, des fachos, nos ennemis jurés, avec lesquels nous ne devons avoir aucun rapport. On attend avec impatience le prochain éditorial de la Tribune des travailleurs rédigé par monsieur Schivardi, le petit patron ex-candidat à la présidentielle (2007) et secrétaire national du parti de monsieur Gluckstein, à moins qu'il ait été sacrifié à l'occasion de la scission du POI, je n'en sais rien ! - LVOG)

C'est ce discours qui a dominé les blocages ce week-end, généralement porté par des « gilets jaunes » expérimentés et organisés, souvent militants politiques de droite extrême et d'extrême droite venus avec leurs cargaisons de drapeaux tricolores et d'insultes racistes, leurs méthodes de terreur et leur haine de l'ouvrier.

(Gluckstein regarde trop BFMTV apparemment ! Le drapeau ou l'écharpe tricolore qu'arboraient si fièrement les élus du PT, puis du POI, à la tribune de leurs meetings ou en tête de leurs manifestations, vous vous souvenez, n'est-ce pas ? Quand Gluckstein était secrétaire national de ce parti caméléon.

Quant aux "insultes racistes" et aux témoignages de préjugés archaïques, ils fusent et ont toujours fusés au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, qui rappelons-le pour les amnésiques fut pro colonial, raciste et xénophobe sous la IVe République (SFIO-PC) et jusque sous la Ve République, et demeura pro impérialiste jusqu'à nos jours, et la "haine de l'ouvrier", le mépris de la plèbe, des faibles, est profondément ancrée au sein des classes moyennes et des classes supérieures sans qu'elles soient forcément d'extrême droite, à moins de considérer qu'une partie de leurs membres aient déjà rejoint l'extrême droite sans le savoir, thèse que d'ailleurs je défends, dont Macron, les centristes. - LVOG)

Mais l'ouvrier, le chômeur, le retraité, la mère de famille, eux, ont besoin qu'on ouvre des écoles, des hôpitaux, des bureaux de poste et non qu'on les ferme ! Ils ont besoin de leur Sécu, de leurs retraites !

(Le voilà qui maintenant verse dans l'ouvriérisme le plus abject. - LVOG)

C'est là qu'est toute la duperie du 17 novembre. Sous le gilet jaune, l'ouvrier reste un ouvrier, et le patron un patron. Sans parler de ceux dont la chemise brune dépasse sous le gilet jaune (2) !

(Et celui du démagogue, du faussaire, de l'imposteur, du champion du dogmatisme ou de l'amalgame, c'est selon, transpire ici à grosses gouttes. D'un coup tous les patrons, ceux du CAC40 et les petits entrepreneurs, sont mis dans le même sac, lui qui pendant des années avaient tancé les militants qui ne faisaient pas de distinctions entre eux pour en imposer dans son parti jusqu'à en présenter un à l'élection présidentielle ! Lui aussi ils osent tout !

Page Facebook de la Tribune des travailleurs - 16 novembre 2018

- Nouvelle manifestation de plusieurs dizaines d'ambulanciers à Paris revendiquant la suspension d'une réforme du financement des transports sanitaires qui met les petites et moyennes entreprises du secteur « à la merci » des hôpitaux.

Que des "chemises brunes" ces ambulanciers, hier c'était les pêcheurs, les vigneron chers à Schivardi, etc. - LVOG)

Qui est responsable de cette extraordinaire confusion ? Le travailleur, le chômeur, le jeune, ainsi entraîné à agir, de fait, contre ses intérêts, aux côtés de ses ennemis de classe ? Non : sont responsables ceux qui ont rendu possible cette situation.

(Confusion dont vous et vos semblables portez l'unique responsabilité. Si les travailleurs sont entraînés à agir contre leurs intérêts, malgré eux ou inconsciemment, c'est uniquement parce que les dirigeants du mouvement ouvrier et plus particulièrement ceux de l'avant-garde ou qui se réclamaient du trotskysme les ont trahis, ont été incapables de définir une théorie ou une stratégie pour regrouper et organiser dans un même parti révolutionnaire les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes dans la perspective d'un changement de régime et de société, pour le socialisme. Cette confusion est le produit de votre propre faillite politique. Et parce qu'il ne peut pas l'admettre ou pour s'en défendre, il en vient très maladroitement à exposer au grand jour ses propres contradictions. - LVOG)

C'est un fait : les « dirigeants de gauche » qui ont appelé à voter Macron en 2017 se refusent depuis à l'action unie pour bloquer sa politique et le chasser, respectueux qu'ils sont de la Ve République, de ses institutions, de son calendrier électoral... et ils ajoutent aujourd'hui à la confusion en soutenant les « gilets jaunes ». C'est un fait, aussi : les dirigeants des centrales syndicales, s'ils ont résisté à raison aux pressions visant à les entraîner avec les gilets jaunes, persistent néanmoins à se « concerter » avec le gouvernement sur la contre-réforme des retraites (et les autres) au lieu d'organiser l'action de classe unie pour bloquer ces attaques destructrices.

(Le double langage habituel. Après le brave journaliste saoudien Jamal Khashoggi ayant rejoint les Frères musulman, dont l'idéologie a inspiré les barbares de Daesh, élevé au rang d'"opposant" par la grâce des médias aux ordres des ultra néoconservateurs il faut préciser, un pauvre martyr digne d'être défendu par le POID, voilà que "les dirigeants des centrales syndicales" qu'il n'a cessé de ménager pendant des décennies, deviennent miraculeusement des symboles de la résistance, mais de quelle résistance s'agissait-il, à quoi ?

En réalité, sans offrir vraiment de résistance ils ont cédé aux arguments ou aux sirènes de la réaction ou des médias qui ont tout fait pour empêcher que la jonction opère entre les pans des classes moyennes opposés à la politique de Macron et la classe ouvrière en présentant dès le départ ce mouvement comme instrumentalisé par l'extrême droite, alors qu'en réalité, c'était eux qui l'avaient manipulé pour le compte de Macron afin d'isoler ces couches des classes moyennes pour mieux briser leur résistance, et par voie de conséquence celle de la classe ouvrière, il valait mieux qu'elles s'orientent vers l'extrême droite plutôt que de rejoindre des partis représentant (de manière déformée) la classe ouvrière, avec en toile de fond les élections européennes de 2019, les oligarques et leurs médias espérant bien rejouer le même scénario gagnant des présidentielles de 2017.

De tout cela, il ne sera nulle part question dans la longue diatribe de Gluckstein, comme quoi, là encore, les travailleurs et les militants ne devaient pas savoir et comprendre quels étaient les enjeux de cette opération, pourquoi les médias-oligarques et le gouvernement avaient tenu à lui donner une telle orientation. - LVOG)

Les militants du POID sont partisans de chasser Macron. Ils l'ont montré tout au long de la campagne pour l'unité « Macron, un an, ça suffit ! » qui a débouché, le 13 mai dernier, sur la manifestation de milliers et de milliers, sur ce mot d'ordre, à Paris, aux côtés de travailleurs et de militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

(Vous vous êtes fait plaisir, bravo ! - LVOG)

Mais nous ne sommes pas des aventuriers. Chasser Macron, oui, mais pas pour le remplacer par n'importe qui. Chasser Macron, c'est aux travailleurs et aux jeunes, agissant sur le terrain de classe, qu'il revient de le faire, afin d'imposer la liquidation de la Ve République, l'élection d'une Assemblée constituante souveraine rompant les liens avec l'Union européenne, et l'avènement d'un gouvernement ouvrier à même de remédier aux souffrances qui écrasent le peuple travailleur.

(O qui si vous êtes des aventuriers, qui plus est professionnels, vous ne voudriez tout de même pas qu'on vous croie sur parole. Cette Assemblée constituante serait au mieux une copie conforme de l'Assemblée nationale des années 80, LFI ayant pris la place du PS, puisque les partis inféodés au régime, à l'UE y seraient forcément majoritaires, tous les partis qui y sont opposés étant ultra minoritaires ou n'inspirant aucune confiance aux travailleurs, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement ou en prendre la direction...

N'importe qui peut tenir un discours radical en apparence. N'importe qui peut parler de lui-même à son avantage, cela ne coûte rien et ne veut absolument rien dire comme le signalait Marx. On connaît par coeur toutes ces méthodes de manipulation des consciences qui ont le pouvoir d'influencer les processus psychologiques des esprits les plus faibles pour les amener à croire ou à adhérer à ce dont ils ignorent, elles sont très efficaces, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Ce que nous propose Gluckstein comme tâches ou objectifs est bien joli, à ceci près qu'ils sont plaqués et déconnectés de la réalité, et demeureront indéfiniment irréalisables aussi longtemps que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'une nouvelle direction, facteur déterminant qu'il passe sous silence. Or, cela devrait être notre tâche ou notre objectif prioritaire auquel devraient être subordonnés tous les autres. Alors pourquoi n'y a-t-il pas fait référence ici ? Tout simplement parce qu'il a échoué au bout de 40 ans (80 ans en incluant les décennies de son maître à penser, feu Pierre Lambert) de tentatives infructueuses, et parce qu'il n'a rien d'autres à nous proposer pour résoudre cette question, ce qu'il ne peut pas admettre et encore moins avouer publiquement, la modestie légendaire de ce grand dirigeant lui interdit, du coup il n'a pas d'autre alternative que se réfugier dans ses dogmes et son sectarisme qui ont conduit à la décomposition de l'avant-garde du mouvement ouvrier. A sa décharge, après avoir rassemblé à peine quelques centaines de manifestants à Paris le 11 novembre, on conçoit qu'il en soit réduit à l'impuissance et qu'il le supporte mal. - LVOG)

D'un point de vue ouvrier, la question du pouvoir d'achat appelle des mesures connues. Faut-il les rappeler ? Citons par exemple : l'abrogation de la TVA (le plus injuste des impôts), de la CSG, et des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons ; l'augmentation générale des salaires, pensions et allocations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis leur désindexation des prix (1983) ; le blocage des prix des produits de consommation courante, des loyers et des charges et de la fourniture d'énergie ; le financement de toutes ces mesures par une augmentation de l'imposition des profits des grandes entreprises, à commencer par la confiscation pure et simple des 100 milliards de profits des entreprises du CAC 40 en 2018 ; etc.

(Il a oublié l'essentiel, à commencer par la dissolution de l'armée, des CRS, de la DGSE et la DGSI, etc. ; la neutralisation totale de l'oligarchie, son expropriation sans rachat, la confiscation de tous ses biens, sa mise hors la loi, son arrestation et son jugement ; la fermeture de la Bourse et la rupture avec la BCE ; la baisse du temps de travail et l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche des millions de chômeurs ; l'abolition des subventions de l'Etat aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçus depuis 1958 ; l'abolition des subventions de l'Etat aux syndicats, aux partis politiques, etc.

Si on comprend bien le CAC 40 continuerait d'exister, les grandes entreprises ne seraient pas nationalisées ou socialisées. Il ne se produirait donc aucune rupture avec le capitalisme, on croirait entendre Mélenchon ! Bref, les capitalistes conserveraient la totalité de leur pouvoir de nuisance et s'en serviraient pour déclencher une guerre civile et renverser ce "gouvernement ouvrier" qui n'aurait pas fait long feu. Non merci monseigneur ! Ce ne serait pas cela par hasard la démarche d'un "aventurier" ? - LVOG)

Que les « partis de gauche » fourvoyés dans le 17 novembre rompent leur promiscuité avec les patrons, la droite et l'extrême droite ; que les dirigeants des organisations syndicales cessent de conforter le gouvernement en cautionnant la « concertation » et en appellent à la mobilisation contre les contre-réformes ; alors, sans doute, les conditions commenceront à se réunir, non plus pour l'équivoque « unité du peuple » du 17 novembre, mais pour l'unité ouvrière dans, par et pour la lutte de classe balayant le gouvernement et sa politique.

("Sans doute", qui sait, sans rire, on n'en a pas du tout envie ici, il doit s'agir d'un de ses "pronostics" dont il a le secret ou qui ne veut pas dire son nom ! Autant dire qu'ils appellent les « partis de gauche » à changer de nature, de droite, réactionnaire, c'est merveilleux, la théorie du désespoir, il ne lui reste plus que cela comme perspective politique, pathétique.

Là encore, il faudrait se demander pourquoi ces partis n'attirent plus que les couches supérieures ou les plus nantis de la classe ouvrière et certains pans des classes moyennes. Comprenez bien que, si on posait cette question, d'autres surgiraient spontanément beaucoup plus embarrassantes, pour ne pas dire insupportables. Car il faudrait admettre que les masses se sont embourgeoisées, et qu'elles ont été ainsi plus que jamais solidement amarrées au char du capitalisme (au détriment du socialisme), et que dans ces conditions elles ont totalement abandonné l'espoir de changer la société, elles ne veulent même plus en entendre parler, du coup on comprend que se tourner vers ces partis n'a aucun sens ou constitue une grave erreur politique... d'aventurier si il y tient, contrairement à Mélenchon par exemple, qui sait parfaitement ce qu'il fait et où il va, et qui pour cette raison n'en est pas un. Caractérisation que j'ai pu employer par erreur ou à la légère à son encontre, je m'en excuse. On en restera à celle d'imposteur, dans la mesure où Mélenchon trompe délibérément les travailleurs sur la véritable signification de sa politique, plus que sur sa vile personne puisqu'il n'a cessé de faire allégeance à Macron.

En revanche, on devrait proposer à l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes de passer à une société radicalement différente, où seraient pris en compte les besoins ou aspirations parfaitement légitimes qu'elles ont abandonnés depuis longtemps (une fois devenues adultes en général ou peu de temps après) en demeurant soumises au régime capitaliste, autrement dit, nous devrions leur proposer une toute autre vie (ou rapports) que celle qu'elles ont vécue jusqu'à présent et à laquelle elles n'osent même plus rêver. Vous allez vous dire qu'il y a là une contradiction dans ce discours.

Effectivement, si on ignore que personne n'était destinée à venir au monde pour vivre dans une telle société ou en demeurer esclave toute sa vie, si on fait abstraction que c'est par défaut qu'on s'accommode du capitalisme ou que quelque part on se force à être heureux quand on dispose d'un mode de vie confortable, il ne faut pas être dupe ou se raconter des histoires, la bonne conscience ou l'hypocrisie dans laquelle on vit a ses limites et chacun en a parfaitement conscience, même les riches se languissent et sont sujets à des dépressions, donc le malaise est

général, il touche tous les membres de la société, ce que nous leur proposerions, sauf aux riches évidemment, ce serait de s'en débarrasser en se donnant un idéal plus élevé, qui pour s'épanouir devrait être partagé par tous les membres de la société. Ce qui faut bien comprendre, c'est que les uns et les autres ne leur proposent finalement rien d'autre que continuer à vivre dans cette société pourrie moyennant quelques améliorations à la marge qui ne changeraient rien à leur mode de vie, comme si toute rupture avec les rapports (issus du capitalisme) qui existent dans la société et qui sont à l'origine de leur souffrance ou malheur était finalement inenvisageable, impossible. Du coup, pourquoi voudriez-vous qu'elles vous écoutent, qu'elles rejoignent votre combat politique, qu'elles s'engagent à vos côtés à construire le parti ? Elles préfèrent se diriger vers les partis qui flattent leurs faiblesses ou leur ignorance, et qui prétendent oeuvrer à l'amélioration de leur petit confort individuel sans rien changer fondamentalement à la société, qu'ils soit de droite, d'extrême droite ou qu'ils soient étiquetés de gauche, peu importe du moment qu'elles sont servies. - LVOG)

L'objectif de la classe ouvrière ne peut être de crier « Macron, démission ! » en compagnie de ceux qui, en réalité, réclament de Macron qu'il aille au bout de sa politique. L'objectif ne peut être que de chasser cette politique.

(Il devrait se faire embaucher comme chroniqueur à BFLTV ou TF1 ! - LVOG)

Les travailleurs n'ont rien à gagner à enfile le gilet jaune, couleur des briseurs de grève.

(Couleur qui va si bien à tous les syndicats, et pas seulement à la CFDT, CFTC ou UNSA., qui ne sont pas seulement des "briseurs de grève", mais qui sont de manière générale les fossoyeurs corrompus, vendus, du syndicalisme, de la cause des exploités. - LVOG)

Ils n'ont rien à gagner à brandir le drapeau tricolore, celui de la Ve République, et avant elle celui des versaillais qui fusillèrent 100 000 communards pour la défense de l'ordre bourgeois. Rouge est le drapeau qui flottait sur les barricades de 1848 et 1871 et dans les grèves générales de 1936 et 1968. Rouge est, dans le monde entier, la couleur de la classe ouvrière organisée pour le combat.

(Quelle fin pitoyable ! Répétons-le, pendant près de 20 ans celui qui tient ici ce discours a été à la direction d'un parti dont les élus n'ont cessé d'arborer en toute occasion leur écharpe tricolore, oui, il a raison, celle des Versaillais, des chiens comme dira Marx, des élus qui en profitaient pour déverser leurs discours anti-marxistes...

Pour rappel :

Le programme du POI : 'Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement ' (interview de Schivardi - Le Midi Libre - décembre 2008).....'Comme le général de Gaulle, je suis pour une vraie Europe des nations. (...) revenir à une Europe des peuples, au franc, renationaliser le système bancaire, comme de Gaulle l'a fait en 1946, (...) Moi je suis pour que tout le monde soit propriétaire de ses biens, ils (au PT) sont hostiles au droit de propriété. Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.' (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)..... 'Je ne suis pas opposé à la propriété privée.' (Interview de Schivardi à Var Matin du 4 mai 2008)..... 'Je ne suis pas pour le Grand soir, note Pierre Jeanneney' (interview du 4 avril 2007)

• [Sur le PT et le POI \(D\)](#)

Rouge est le drapeau des travailleurs.

(1) Vu sur BFM TV, le 16 novembre.

(2) Uniforme des SA, sections d'assaut du parti hitlérien en Allemagne dans les années 1920 et 1930.

En résumé.

Le 16, le POID prend la défense des petits patrons qui manifestent contre "une réforme du financement des transports sanitaires" et 6 jours plus tard il les condamne en bloc par la voix de Gluckstein...

Gluckstein fustige ceux qui emploient le mot peuple, et il emploie celui de population...

Il fustige ceux qui arborent le drapeau tricolore, alors que pendant 20 ans les écharpes tricolores ornèrent fièrement la tribune des meetings ou têtes de cortège des manifestations de son parti...

Il attribue des propos racistes à des patrons, passant soigneusement sous silence que l'immense majorité des travailleurs sont opposés à l'installation des migrants en France...

Il généralise les propos anti-ouvrier de certains petits patrons à la totalité d'entre eux...

Il décrète sans distinction que tous ceux qui ont participé à cette mobilisation étaient d'extrême droite, des suppôts de l'extrême droite ou des complices de l'extrême droite...

Il passe sous silence que cette journée avait été appelée en direction des classes moyennes et qu'elle a ensuite fait l'objet d'une instrumentalisation par l'oligarchie et ses médias pour briser la résistance des pans des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation poursuivait d'autres objectifs, dont celui de jeter dans les bras de l'extrême droite ces couches des classes moyennes ainsi que les travailleurs qui participeraient à cette mobilisation... Ajoutons ensuite celui de présenter RN (Ex-FN) comme un parti raciste, xénophobe, etc. infréquentable pour que les classes moyennes s'en détournent et s'abstiennent lors des élections européennes de 2019.

Il passe sous silence que cette instrumentalisation avait aussi pour objet de permettre aux médias-oligarques d'agiter l'amalgame ordurier rouge brun, dès lors que RN et LFI notamment avaient manifesté leur intention de participer à titre individuel à cette journée d'action...

Il se place au côté des médias quand cela l'arrange ou pour les flatter, et il tire dessus pour attaquer les classes moyennes faisant ainsi le jeu de Macron...

Il passe sous silence que des pans entiers des classes moyennes ont toujours penché vers l'extrême droite, donc ce n'est pas un fait nouveau, sans que cela signifie pour autant que l'immense majorité devrait y adhérer contrairement à ce qu'il prétend... Et si tout était fait pour qu'il en soit ainsi et que cela se réalisait un jour, ce qui n'est pas à exclure, Gluckstein y aurait participé...

La position adoptée par le POID est foncièrement erronée, opportuniste. On doit rompre sans délai avec cette conception de lutte de classe, que finalement partagent l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et les syndicats et qui nous a menés où nous en sommes.

J'ignore si les lecteurs comprennent la gravité de la situation et l'enjeu de cette étape de la lutte des classes où tout peut basculer, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis, les classes moyennes non plus.

La classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent mener strictement leur combat politique sur leur propre terrain de classe. Elles doivent en ne cédant rien à leur indépendance de classe, participer au combat des couches des classes moyennes qui s'opposent à la politique de Macron dictée par l'oligarchie sur le mot d'ordre que ni l'une ni l'autre n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions ou ses représentants, et qu'il faut les renverser pour instaurer une République sociale.

On a besoin de l'alliance de ces classes pour combattre et vaincre la droite et l'extrême droite, l'opportunisme, Macron, les institutions de la Ve République, le capitalisme.

Les partis du mouvement ouvrier se sont toujours construits par le haut. Or, si on se coupe des intellectuels et des classes moyennes, on se condamne à ne jamais permettre que de nouveaux dirigeants émergent pour construire le parti qui nous fait tant défaut.

En complément. On ne peut pas transiger sur certains principes, désolé.

POID (Facebook) -13 novembre 2018 – La chaîne américaine CNN annonce qu'elle attaque en justice la Maison Blanche, pour avoir retiré la semaine dernière l'accréditation d'un de ses journalistes après un échange houleux avec Trump. La décision de retirer l'accréditation du journaliste a été prise sur la base du contenu de sa couverture et porte atteinte au premier amendement sur la liberté d'expression, a déclaré l'avocat de CNN.

LVOG - Le POID reproduit complaisamment la fausse information de l'avocat de CNN. Ils en sont là au POID, et ils prétendent défendre le trotskysme, quelle honte ! Il se trouve que j'ai traité cette info dans la causerie du 11 novembre que je reproduis intégralement, ce flagrant délit de désinformation ou manipulation de l'info le mérite bien.

Causerie du 11 novembre.

Un exemple de totalitarisme pris dans l'actualité.

Fabrication du consentement. Trump terroriserait les médias. France Info ou la manipulation de l'info en continu.

"CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux" : échange musclé entre Donald Trump et un journaliste - francetvinfo.fr 09.11

(Non, "échange musclé" entre un journaliste agressif et Donald Trump calme.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au lendemain des élections de mi-mandat, Donald Trump s'est écharpé avec un journaliste de CNN.

(En réalité, Trump a été littéralement agressé par un journaliste de CNN qui ira jusqu'à refuser de rendre le micro.)

France Info - La guerre entre Donald Trump et les journalistes continue.

(En réalité, ce sont les journalistes qui ont déclaré la guerre à Trump.)

France Info - Alors qu'il donnait une conférence de presse au sujet des élections de mi-mandat, qui ont eu lieu mardi 6 novembre, le Président des États-Unis a eu un échange musclé avec Jim Acosta, un journaliste de la chaîne CNN.

(Puisque France Info insiste lourdement, répétons-le, c'est le journaliste Jim Acosta de la chaîne CNN qui a eu un "échange musclé" avec le Président des États-Unis.)

France Info - Ce dernier désirait interpellé Donald Trump sur ses déclarations au sujet de la "caravane" des migrants, qu'il avait qualifiée "d'invasion". "Pourquoi l'avez-vous qualifiée ainsi ?", demande le journaliste. "Parce que je considère que c'est une invasion", répond Donald Trump. Il continue : "Je veux bien qu'ils viennent dans notre pays, mais ils doivent le faire légalement. Vous savez Jim, ils doivent suivre des règles."

(La réponse de Trump fut très apaisée, normale. Il a le droit de ne pas partager la position d'un journaliste et vice versa.)

France Info - Après un bref échange durant lequel Donald Trump campe sur ses positions et n'écoute pas les questions du journaliste, le Président en vient rapidement aux attaques personnelles.

(Pourquoi Donald Trump n'aurait-il pas le droit de "camper sur ses positions" ? Pourquoi devrait-il absolument adopter celles de ce journaliste ? Ensuite, Trump a enchaîné face à cet excité en gardant son sang-froid, ce qui a le don de rendre fou les psychopathes, en aucun cas il ne lui a adressé des attaques personnelles, il a simplement caractérisé son comportement, mais c'est un crime pour France Info.)

France Info - "Je pense que vous devriez me laisser diriger le pays et vous CNN. Et si vous le faisiez correctement, vos audiences seraient bien meilleures", pense-t-il conclure. (Où est l'agressivité de Trump ?)

France Info - Alors qu'il refuse de rendre le micro, Jim Acosta se voit rapidement insulté par le Président. "Ça suffit, rendez le micro !", s'agace-t-il. "CNN devrait avoir honte que vous travailliez pour eux. Vous êtes quelqu'un de mal poli, une horrible personne."

(Trump a eu raison de le traiter ainsi et il ne l'a pas insulté, ce journaliste n'avait pas à monopoliser le micro puisque Trump avait répondu à ses questions.)

France Info - Après la conférence de presse, la Maison Blanche a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de l'accréditation de Jim Acosta.

(J'en aurais fait autant, à ceci près je l'aurais fait virer manu militari !)

France Info - Depuis son élection, le 45ème Président des États-Unis entretient de mauvaises relations avec une partie des médias américains, à l'image du New York Times ou encore du Washington Post, privilégiant largement des médias conservateurs tels que Fox News pour ses sorties médiatiques. Mais la guerre avec CNN reste de loin la plus violente. [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 09.11

(Depuis l'élection de Trump, ce sont les médias américains, porte-parole de Clinton qui était la candidate de l'Etat profond, qui le harcèlent quotidiennement.)

([https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-\[article_video\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/video-cnn-devrait-avoir-honte-que-vous-travailliez-pour-eux-echange-muscle-entre-donald-trump-et-un-journaliste_3025979.html#xtor=AL-79-[article_video]-[connexe])) Fin.

Dites donc au POID, vous ne pourriez pas migrer aux États-Unis, vous pourriez vous faire embaucher chez CNN, au Washington Post ou au New York Times...

Epilogue.

- La Maison blanche rend son accréditation à CNN - Reuters 20 novembre 2018

La Maison blanche a rendu lundi son accréditation au correspondant de CNN Jim Acosta, qui lui avait été retirée après un vif échange avec Donald Trump lors d'une conférence de presse du président américain au lendemain des élections de mi-mandat du 6 novembre. Reuters 20 novembre 2018

Fake news. Là aussi le POID n'est jamais en reste.

Chacun sait ou devrait savoir que les victimes des guerres que l'impérialisme américain et ses vassaux occidentaux et sunnites mènent au Moyen-Orient depuis 20 ans ont fait plus d'un million de morts, rien qu'en Irak quelque 500.000 enfants étaient morts suite à l'embargo sur les produits pharmaceutiques. Cela n'a pas empêché le POID de reproduire un rapport états-unien réduisant ce nombre de morts de moitié.

Rappelons que le POI et le POID partagent la version frauduleuse du 11-septembre de Bush qui a servi de prétexte à toutes ces guerres qui n'en finissent pas de faire quotidiennement des victimes innocentes et des destructions innombrables, de briser la vie de dizaines de millions de travailleurs et leurs familles.

La Tribune des travailleurs - 8 novembre 2018 – Au lendemain des attentats du 11-Septembre, l'administration Bush avait annoncé une «guerre contre le terrorisme». Près de vingt ans plus tard, ces campagnes militaires en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont fait un demi-million de morts, selon le rapport de l'Institut Watson pour les relations internationales de l'université Brown (Rhode Island) aux Etats Unis qui évoque un bilan de 480.000 à 507.000 morts. Ce nouveau bilan « montre une augmentation de 110.000 par rapport au précédent », rendu public en août 2016.

Incroyable, n'est-ce pas ? Dégueulasse, excusez-moi !

Quelques articles, infos et positions du 18 au 23 décembre.

Quatre figures montantes du mouvement des Gilets jaunes - Leparisien.fr 18 novembre 2018

Ils ont pris la tête d'un mouvement local ou poussent à de nouvelles mobilisations. Portrait de quatre figures émergentes au sein des Gilets jaunes partout en France.

Parce qu'ils sont révoltés, qu'ils ne s'en sortent plus, ou parce qu'ils ont toujours été engagés et se sont imposé naturellement auprès des manifestants, ils ont émergé auprès des médias et des pouvoirs publics. Portrait de quatre personnalités parmi les Gilets jaunes.

LAËTITIA DEWALLE (Val-d'Oise) : «Ni un parti, ni un syndicat»

Laëtitia Dewalle est la porte-parole des Gilets jaunes dans le Val-d'Oise.

Cette porte-parole n'a pas hésité à passer la nuit de samedi dans sa voiture. Dans la journée, près de 150 personnes avaient accompagné Laëtitia Dewalle, 37 ans, lors de l'opération escargot sur l'A15 et dans tout le département. « Nous voulons occuper le terrain jour et nuit », martèle cette habitante de Pontoise. Mère de trois enfants, la jeune autoentrepreneuse, qui n'avait pas manifesté depuis le lycée, a rejoint le mouvement via Facebook. « Les Gilets jaunes ne sont ni un parti ni un syndicat, mais nous allons essayer d'établir une liste de revendications communes. » Une certitude : « Le 17 novembre n'a été qu'un début, affirme-t-elle.. On attend que les corps professionnels, comme les forains, prennent le relais dans la semaine. Et nous reprendrons le flambeau le week-end prochain. Il faut maintenir une pression quotidienne sur le gouvernement ».

MALEK MAHIEU (Nord) : «J'ai toujours aimé la politique»

Malek Mahieu est administrateur d'un groupe Facebook dans le Nord

Porte-voix au poing, Malek Mahieu est de ceux qui ont harangué les Gilets jaunes venus manifester samedi à Lille (Nord). Cet étudiant de 20 ans, futur aiguilleur du rail, est à l'origine de la manifestation, organisée entièrement sur Facebook, qui a rassemblé un millier de personnes en marge des blocages autoroutiers.

« J'ai pensé aux personnes qui n'ont pas de moyen de transport, mais qui avaient eux aussi envie faire entendre leur ras-le-bol », retrace le jeune homme, qui s'est senti « tout de suite concerné » par les Gilets jaunes et leurs revendications. « J'ai toujours aimé la politique, même si je ne suis engagé dans aucun parti ou syndicat, et quand le mouvement a commencé à émerger, je me suis retrouvé dans leur colère. Il va falloir que le gouvernement nous entende, parce qu'on ne faiblira pas, on va s'organiser pour durer », prévient Malek Mahieu, qui annonce de nouveaux blocages dans la région. Selon lui, le groupe Facebook des Gilets jaunes du Nord, dont il est devenu administrateur, compte 10 000 membres et enregistre 1000 nouvelles adhésions par jour.

MÉLODIE MIRANDELA (Seine-et-Marne) : «A un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire»

Elle n'était pas, au départ, à l'origine des rassemblements dans la capitale. Mais, samedi, Mélodie Mirandela est rapidement devenue l'une des figures des manifestations parisiennes. Car, à 35 ans, cette mère de famille crève l'écran. « C'est parce que j'ai une grande gueule », lâche-t-elle. Et un peu de culot, aussi.

Affirmant être non partisane et n'avoir jamais véritablement manifesté, elle n'a pas hésité, samedi, à participer activement au blocage des Champs-Élysées, au nez et à la barbe des CRS. Ce dimanche, rebelote : avec sa fille de 12 ans, elle a initié un blocage de la Francilienne du côté de Pontault-Combault (Seine-et-Marne). Et pourquoi ? Pour son pouvoir d'achat. « On est taxé de partout, à un mois et demi de Noël, je ne sais toujours pas comment faire pour acheter des cadeaux à mes enfants ! »

ERIC DROUET (Seine-et-Marne) : à l'origine du mouvement

Eric Drouet est celui qui a lancé le mouvement dans toute la France.

L'idée des blocages un peu partout en France par des Gilets jaunes le 17 novembre, c'est lui. Éric Drouet, un chauffeur routier de Melun (Seine-et-Marne) et père de famille âgé de 33 ans, vient d'annoncer la suite du mouvement sur les réseaux sociaux.

Il a créé ce dimanche après-midi un événement Facebook intitulé « Acte II : toute la France à Paris !!! ». Il donne ainsi rendez-vous aux Gilets jaunes samedi 24 novembre place de la Concorde, à Paris. Ce dimanche à 19 heures, 11 000 personnes s'étaient déjà inscrites sur Facebook au grand rassemblement national des Gilets jaunes au « Samedi jaune » du 24 novembre. Et 81 000 se disaient intéressées par l'événement.

Membre d'une association de passionnés d'automobile, Muster Crew, Eric Drouet s'était placé dès la rentrée de septembre dans le sillage de Priscillia Ludosky, cette habitante de Savigny-le-Temple, près de Melun, qui a lancé la fameuse pétition contre la hausse des taxes sur le prix du carburant qui a recueilli près d'un million de signatures ce dimanche soir.

Mais mardi matin, sa prestation sur le plateau de « Bourdin Direct », sur BFMTV a divisé les organisateurs du mouvement. Face à un Jean-Jacques Bourdin offensif, redoublant les questions

sur les objectifs des Gilets jaunes, Eric Drouet, qui sortait d'une nuit de travail, n'a pas convaincu jusque dans son camp. Depuis, il se tient en retrait de la scène médiatique et ne répond plus au téléphone. Leparisien.fr 18 novembre 2018

France Info - Dimanche, une préoccupation revenait dans la bouche de tous les Gilets jaunes encore en action : comment préparer l'avenir et structurer ce mouvement né sur les réseaux sociaux, sans leader identifié qui pourrait être un interlocuteur pour le pouvoir exécutif ? France Info 18.11

LVOG - Comment diluer la colère des masses, droitiser leur mobilisation en y associant des éléments ennemis (associations, ONG) du mouvement ouvrier...

- NPA - Après le 17 novembre, prolonger la colère contre Macron et le gouvernement des riches - 17 novembre 2018

- Dans les jours qui viennent, il va falloir mettre en mouvement le mouvement social, syndicats, associations et partis politiques, pour qu'ils donnent des prolongements à cette colère en initiant des mobilisations pour le pouvoir d'achat, une augmentation générale des salaires et pensions, la suppression des mesures fiscales qui frappent les classes populaires, contre la politique de Macron en faveur du Medef et des plus riches.

LVOG - Dégagez Macron, Philippe prendra le relais !

Tendance Claire du NPA - Nous devons engager, à tous les niveaux, la bataille pour imposer aux directions syndicales un plan de bataille contre le gouvernement. Pour dégager Macron, il ne faut rien de moins qu'une grève générale, indispensable pour bloquer les profits. C'est un mouvement de l'ampleur de Mai 68 qui est nécessaire, mais un mouvement qui cette fois-ci aille jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à dégager non seulement Macron mais aussi le pouvoir des capitalistes et de leurs laquais, avec la mise en place d'un gouvernement des travailleurs/ses.

LVOG - Sans parti pour guider les masses, définir les tâches qu'elles auraient à accomplir, les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer, et surtout sans une analyse claire de la situation, des rapports entre les classes, etc. un pure numéro d'illusionnistes gauchistes.

LVOG - Pour une société capitaliste à visage humain. Raison de plus pour s'opposer à ce mouvement.

- NPA - Contre les violences sexuelles et sexistes, construisons un mouvement féministe massif et international !

- " Les violences sexistes et sexuelles sont un phénomène massif.

Elles touchent toutes les femmes. NPA.

LVOG - Désolé, nous ne défendons pas les droits de "toutes les femmes". Nous n'avons rien en commun avec la milliardaire propriétaire d'Oréal ou la présidente en exercice du FMI.

Nous défendons les droits des travailleurs de notre classe sans distinction de sexe, de race, de croyance, etc. Nous luttons contre toutes les discriminations dont ils font l'objet dans l'unique perspective d'en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec l'exercice de leurs droits légitimes ou de la démocratie.

Notre combat politique ne peut se situer que dans cette perspective et notre tactique doit y être subordonnée, dans le cas contraire nous serions amenés à admettre que le capitalisme aurait

encore à jouer un rôle progressiste dans l'histoire, prétention grotesque alors qu'il s'évertue quotidiennement à démontrer qu'il en est totalement et irrémédiablement incapable partout dans le monde semant le chaos, la haine, la violence aveugle, la barbarie, la destruction, le désespoir...

Si nous luttons pour des réformes sociales, pour que les travailleurs obtiennent de nouveaux droits sociaux ou politique, si nous défendons tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, ce n'est pas pour que certaines générations en profitent et d'autres non dans le présent comme dans le futur, ce n'est pas pour que certaines couches de travailleurs bénéficient d'un statut supérieur, tandis que dans l'avenir ils en seront privés, nous refusons que des générations de jeunes et de travailleurs soient sacrifiées, nous refusons que les générations à venir soient vouées à subir un sort pire que les générations précédentes, fidèle à notre conception de la lutte de classe, à l'unité qui cimente notre classe toutes générations confondues présentes, passées et à venir, conformément aux besoins et aux aspirations à la justice sociale que partagent l'ensemble des travailleurs, c'est uniquement dans la perspective d'en finir avec le capitalisme que nous devons mener notre combat politique, rien ni personne ne doit nous détourner de cet objectif, nous devons dénoncer, rejeter et combattre impitoyablement toute manoeuvre destinée à nous en écarter et à nous diviser, car seuls unis nous vaincrons.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que le mouvement ouvrier a rompu avec cette conception révolutionnaire de la lutte de classe. Malheur à ceux qui n'en auraient pas conscience, car ils oeuvreraient contre leur propre camp ou favoriseraient les plans de nos ennemis !

Quand le mouvement ouvrier adopte l'agenda de l'oligarchie où accepte qu'elle lui dicte ses tâches.

De plus, c'est l'oligarchie et ses idéologues qui ont introduit ce facteur à l'échelle mondiale dans la lutte des classes, afin de briser tous les rapports qui existaient dans les sociétés y compris les cultures des peuples à partir desquelles ils résistent à l'agression du néolibéralisme, y compris contre les guerres impérialistes ou néocoloniales.

Nous condamnons cette opération destinée uniquement à briser cette résistance, à diviser et à dresser les membres de la classe ouvrière et des classes moyennes les uns contre les autres, alors que leur unité est indispensable pour vaincre nos ennemis et mettre un terme à tous les maux qui les accablent, et dont la responsabilité repose sur l'existence du capitalisme ainsi que ceux qui en sont les agents au sein du mouvement ouvrier.

- L'exaspération est générale : La riposte se doit d'être générale ! - frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- L'absence de stratégie de mobilisation générale de la part des directions syndicales et politiques empêche notre camp de devenir une force capable de regrouper tous ceux et toutes celles qui subissent les mauvais coups du capitalisme et permet à l'extrême droite de tenter de détourner une colère légitime vers des objectifs nauséabonds.

- Nous appelons donc le 15 décembre à une grande manifestation nationale à Paris de l'Élysée au Medef qui désigne les vrais responsables afin que l'ensemble de notre camp reprenne toute sa place, amorce le tournant de la reconquête de tous les acquis qui nous ont été volés et entraîne ainsi par sa détermination tous les exploités et opprimés vers une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle. frontsocialuni.fr 19 novembre 2018

- Le mouvement des Gilets jaunes s'étend en France, en Belgique et en Bulgarie - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

Alors que le mouvement est pacifique, des violences ont éclaté de manière sporadique sans que l'on puisse distinguer si elles proviennent de manifestants ou de provocateurs. Elles sont largement rapportées par les principaux médias qui tentent ainsi de discréditer ce mouvement.

Le mouvement n'a pas d'organisation et se propage via Internet. Il mobilise principalement les classes moyennes, d'abord dans les zones rurales, et désormais également dans les villes. Il s'insurge contre une pression fiscale excessive. Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Une colère très politique par Alain Benajam - Réseau Voltaire 21 novembre 2018

La plupart des États membres de l'Union européenne poursuivent une hausse régulière de leurs prélèvements sociaux afin de payer une dette mystérieuse accumulée depuis les années 70.

Les Français semblent vouloir prendre en main leur propre destin et il y avait urgence. Le monde politico-médiatique ne pouvait plus rien pour lui que de lui lancer sa haine.

Il y a urgence car notre pays s'appauvrit à très grande vitesse selon une inexorable spirale déflationniste

La désindustrialisation de la France est massive, moi même ayant toujours travaillé dans l'industrie, je m'aperçois aujourd'hui que nombre de savoir-faire disparaissent avec les industries qui les supportaient et ce autant dans les industries mécaniques jadis fleuron de l'industrie française que dans les industries de l'électronique.

Une dette inique et inutile, obligatoirement appliquée à la France pour le rapport des intérêts qu'elle doit payer aux marchés financiers alourdit l'ensemble de la fiscalité française comme on le voit.

Il n'y a pas si longtemps la richesse française —et donc sa capacité de pouvoir supporter la dette— était soutenue par une florissante industrie. Celle-ci s'étant effondrée au profit de la Chine, ce ne sont plus que les classes moyennes qui doivent faire face à la pression financière. Dans le même temps la consommation s'écroule, les services de santé qui étaient parmi les meilleurs du monde sont également en passe de s'écrouler tout comme l'ensemble des services publics et du système éducatif.

Afin de parfaire la casse du système social français, un flot migratoire est organisé afin que des gens venant de toutes parts puissent sagement offrir leur force de travail à bas prix à la place des Français.

Les tenants du pouvoir, représentant en France le grand capital mondialiste et spéculateur, entretiennent une classe de « petit marquis » qui monopolise l'information et les médias en général. Celle-ci ne peut que déverser sa haine du peuple et ne proposer que la censure pour tenter d'endiguer les mécontentements.

Cela faisait très longtemps qu'un divorce aussi profond ne s'était pas creusé entre les élites intellectuelles et médiatiques et le peuple de France.

Le peuple de France a ainsi perdu confiance dans tout ce qui paraît être une institution, voyant même en elle une ennemie.

Le mouvement des « Gilets jaunes » se voulant apolitique au sens politicien du terme, alors qu'il est très politique au sens citoyen du terme, a rejeté l'appui de syndicats et de parti politiques déconsidérés. Il tape pourtant juste et fort contre la fiscalité inique, fiscalité dont la source est justement la dette, non pas la dette en soi qui est virtuelle, mais les intérêts qui doivent en être

payés. Ce mouvement est inédit car utilisant un nouveau modèle d'organisation sociétale, le réseau et ses supports que sont les réseaux sociaux.

Que peut faire le pouvoir d'autre que de la répression et de la censure ? Il ne peut baisser les taxes sans faillir devant les marchés financiers, un modèle de faillite comme celui de la Grèce se met en place. Mais les Français accepteront-ils de subir le même sort que les Grecs. Cela n'est pas si sûr. Ce qui nous est proposé, c'est une normalisation dans une tiers-mondisation. Après avoir connu la prospérité à l'issue des « 30 glorieuses », les Français accepteront-ils de subir une paupérisation dont les limites sont insondables ?

Des hommes politiques nouveaux vont ils émerger de cette révolte ? Un système politique nouveau va t-il également en émerger car celui qui nous affecte nous a conduit directement au désastre.

Le peuple de France doit arracher le pouvoir à l'oligarchie mondialiste et à ses représentants « français ».

Cela ne sera pas simple, mais nous sommes le peuple et celui-ci, uni, ne peut être vaincu.

Il est évident que tout ceci ne fait que commencer et la juste colère populaire ne peut s'éteindre.
Réseau Voltaire 21 novembre 2018

- Gilets jaunes et dérapages: la gauche sur une ligne de crête - leexpress.fr 22.11

"Je sais qu'au milieu d'un mouvement comme celui-là, il y a tout et son contraire, il y a le meilleur et le pire de l'homme", a résumé ce jeudi François Ruffin.

Ces incidents interrogent particulièrement la gauche. Tirillées sur le fond, la plupart des formations politiques de gauche ont fini par soutenir les actions contre la hausse du diesel du 17 novembre. Certaines avec force, comme LFI, d'autres avec plus de modération, comme le Parti socialiste. Elles tentent désormais de trouver un équilibre précaire: soutenir la "colère populaire" tout en se dissociant de débordements qui heurtent leur ADN idéologique.

Le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent a tenté ce jeudi de résoudre cette subtile équation. "Je vois avec inquiétude ces incidents. Il y a des forces politiques et des militants qui essayent d'instrumentaliser cette colère populaire, a-t-il admis sur France Inter. Mais je ne confonds pas la colère populaire sur le pouvoir d'achat à l'origine de ce mouvement et les instrumentalisation politiques." Olivier Besancenot ne dit pas autre chose. Le membre du NPA a évoqué dès lundi sur BFMTV des "dérapages racistes inacceptables", tout en prenant soin de les isoler. "Je crois que c'est pas la majorité ce mouvement (...) La violence politique est du côté du gouvernement. Le seul interlocuteur de ce mouvement est le ministère de l'Intérieur."

Secrétaire national du PS à la transition écologique, Jean-François Debat a été personnellement informé d'incidents racistes ou homophobes lors de manifestations. "C'est une réalité, mais pas une généralité, assure-t-il à L'Express. Dans cette mobilisation, on trouve aussi une partie de la France qui n'a pas voté Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle." Le maire de Bourg-en-Bresse ne souhaite pas pour autant disqualifier cette grogne. "Ces incidents ne signifient pas pour autant que la colère populaire ne peut pas être comprise (..) Au PS, nous soutenons les Français qui manifestent pour le pouvoir d'achat, mais nous ne sommes pas associés au mouvement."

Fervent soutien de la mobilisation, la France insoumise refuse également de se pincer le nez. S'il regrette certains "actes isolés", le député du Nord Ugo Bernalicis juge qu'il "faut prendre ce

mouvement en bloc". "On ne peut pas dire que le peuple doit se réapproprier les choses et rejeter ce mouvement à cause de ces incidents", estime-t-il. lexpress.fr 22.11

- Sondage : de plus en plus de Français soutiennent le mouvement des «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 23 novembre 2018

Près de 8 Français sur 10 trouvent légitime l'appel à bloquer Paris ce samedi, révèle un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo.

Ni les risques d'attentat terroriste agités par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, ni l'inventaire à la Prévert de débordements relatés par les élus LaREM dans les médias n'auront suffi. Non seulement les Français ne se détournent pas des «gilets jaunes», mais ils sont encore plus nombreux à trouver justifiée leur mobilisation.

Preuve de l'échec de la récente stratégie de diabolisation du mouvement adoptée par le gouvernement, 62 % des sondés refusent de qualifier les «gilets jaunes» de «violents». Une grande majorité préférant les caractériser comme «populaires» (81 %), «courageux» (77 %), engagés dans «une lutte pour l'intérêt général» (78 %). Si les modes d'action à venir font débat dans les rangs du mouvement, deux Français sur trois (66 %) appellent à ce que la mobilisation se poursuive, catégories populaires en tête (78 %). Et ce, même s'ils sont une majorité à relativiser leur efficacité. 56 % des sondés expriment ainsi des doutes quant à la capacité des «gilets jaunes» d'arracher de nouvelles concessions au gouvernement, susceptible de produire de réels effets sur le pouvoir d'achat. LeFigaro.fr 23 novembre 2018

- Mobilisation en recul pour la cinquième journée des "gilets jaunes" - AFP 21 novembre 2018

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a, lui, dénoncé la "dérive totale" des manifestations, pointant une "radicalisation" et "un très, très grand nombre de blessés". Même si "le mouvement s'effrite", "nous avons face à nous des militants qui ont de plus en plus envie d'en découdre avec les forces de l'ordre et des automobilistes", a abondé en soirée son secrétaire d'État Laurent Nuñez.

"Dialogue" mais "constance et détermination": le gouvernement a tenté mardi de mettre fin au mouvement des "gilets jaunes", dont il a déploré la "radicalisation" au quatrième jour d'actions ciblant notamment autoroutes et dépôts pétroliers.

Quelques heures plus tard, Edouard Philippe - qui avait parlé d'« anarchie » dimanche - en a remis une couche lors de la réunion de groupe des députés LREM : « J'ai noté tout au long de la journée de samedi une forme de crispation avec des éléments de plus en plus virulents. On a un sujet d'ordre public », a-t-il martelé.

Avant de rappeler à l'Assemblée que la manifestation programmée samedi devait être déclarée. « Quand les gens sont dans l'injure, dans l'insulte, il n'y a pas à avoir de complaisance. Et le bilan des blessés est dramatique », justifie Matignon.

"On est déterminés et on restera. On sera les derniers à Calais mais on tient bon", a affirmé à l'AFP Romuald, âgé d'une vingtaine d'années, participant à une action mercredi matin sur l'A16.

Le président du Sénat s'est dit aussi "inquiet par la radicalisation" du mouvement des "gilets jaunes". "On part de sujets qui sont des sujets légitimes, que nous entendons, qui sont la vérité sur la taxation, sur la mobilité, sur la CSG, et puis on en vient à savoir s'il faut un référendum sur la légitimité du président de la République, ce n'est pas ma conception des choses", a-t-il critiqué.

Mais sur les barrages, certains s'interrogent: faut-il continuer à bloquer coûte que coûte ou se concentrer sur "l'Acte 2" du mouvement, une manifestation nationale samedi à Paris?

Des appels à un grand rassemblement place de la Concorde circulent. Plus de 30.000 personnes se sont déclarées "participants" à cet événement créé sur Facebook, et près de 200.000 "intéressées".

Cette manifestation ne sera pas interdite mais elle ne pourra pas se tenir sur la place de la Concorde pour des raisons de sécurité, a assuré Laurent Nuñez, répétant l'appel à déclarer cette manifestation auprès de la préfecture de police pour trouver un lieu "plus "sécuré"".

Plusieurs leaders politiques entendent se joindre à cette journée. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a indiqué que ses militants y participeraient.

Côté syndical, seule la fédération FO des transports et de la logistique a appelé à se joindre aux "gilets jaunes" pour obtenir une "augmentation du pouvoir d'achat".

Ce mouvement sans leader connu est soutenu par près des trois quarts des Français, selon plusieurs sondages. D'abord concentrés sur la hausse du prix des carburants, les motifs de griefs se sont ensuite élargis à une dénonciation plus globale de la taxation et de la baisse du pouvoir d'achat. AFP 21 novembre 2018

huffingtonpost.fr 21 novembre 2018 - Vrai succès populaire, les blocages nationaux commencés le samedi 17 novembre sont en effet émaillés de nombreux incidents plus ou moins graves. Deux personnes ont trouvé la mort en marge de ces rassemblements. Depuis, les débordements violents racistes ou homophobes se multiplient, au risque de brouiller les messages portés par le plus grand nombre des gilets jaunes modérés.

Un lourd bilan qui contraint les Français mobilisés à tenter de s'auto-discipliner. Et comme depuis le début de la grogne, c'est sur Facebook que les choses se passent. Hétéroclite à souhait, le mouvement tire sa force - mais également sa faiblesse - des réseaux sociaux. Né spontanément, sans aucun cadre syndical ni politique, le mouvement ne peut compter sur des organisateurs "professionnels" pour baliser les actions ni faire valoir une certaine homogénéité des profils et des idéaux. Ainsi, les pacifistes militent aux côtés des manifestants radicaux.

En revanche, n'importe quel participant peut apporter sa pierre à l'édifice via les innombrables groupes Facebook dédiés à la cause et ainsi toucher une large audience pour promouvoir une vision modérée du mouvement

Ainsi, depuis plusieurs jours, les appels au calme et au respect des citoyens fleurissent sur les pages principales de la mobilisation. Le groupe "nous gilets jaunes", qui regroupe plus de 15.000 citoyens en colère, s'est fait une spécialité de relayer la bonne parole. Dans la publication ci-dessous, l'administrateur de la page dresse une liste de plusieurs commandements. À savoir: "sois aimable, laisse ton concitoyen passer, souris, couvre les caméras des radars de graisse."

D'autres se montrent beaucoup plus virulents à l'égard de leurs camarades. Et les recommandations ne se bornent pas uniquement au caractère pacifique des actions. "Les crétiens complètement bourrés dégagez" a par exemple écrit cet internaute sur la page "17 novembre Haute-Marne", visiblement agacé par les images de gilets jaunes alcoolisés sur les points de blocage.

Un groupe dédié à la promotion des règles de bonne conduite a même vu le jour ce mardi 20 novembre. Baptisé "Leadership Gilets Jaunes", il a notamment pour but de "réduire voire

supprimer les violences." "Nous, Français, nous savons faire les choses bien, dans la paix, la bienveillance, et l'intérêt général. Choisissons-le encore!", écrit le créateur de la page.

De nombreux appels au calme qui se conjuguent avec une tentative de transformer le mouvement. Conscients de l'ambivalence de leurs actions - consistant à bloquer et pénaliser tous les citoyens pourtant majoritairement favorables au mouvement - certains gilets jaunes veulent désormais se tourner vers les symboles de l'État et surtout paralyser l'économie.

Un message, dont il est difficile d'en retrouver l'origine, circule d'ailleurs sur de nombreux groupes ou événements dédiés au mouvement. "La méthode utilisée n'est je pense pas la bonne! Arrêtons tout de suite ces blocages qui ne bloquent que les citoyens désirant aller travailler. La cote de popularité ne fait que descendre il suffit de voir les commentaires des gens sur Facebook et aux radios", explique, en partie, le texte recopié de pages en pages.

Ainsi, de nombreux messages fleurissent pour inciter les citoyens en colère à bloquer les centres de collecte d'impôts, les préfectures ou les péages pour rendre la route gratuite aux usagers. Certains appellent même à un boycott national du Black Friday. Une façon de ne pas pénaliser d'avantage ces Français qui partagent leur indignation sans toutefois se mobiliser. Reste désormais à savoir quels échos trouveront ces nouvelles consignes sur le terrain, alors que la mobilisation semble plus éclatée que jamais. huffingtonpost.fr 21 novembre 2018

Seconde partie.

Lu dans un article publié par la tendance Claire du NPA.

- "Liberté pour ceux qui veulent voyager et s'installer, un point c'est tout."

(Retour sur la rencontre entre la Tendance Claire et le Club Politique Bastille - 10 novembre 2018)

Tous les intervenants furent unanimes : "Un point c'est tout".

LVOG - Discours de petits bourgeois à l'esprit étroit qui n'ont même pas conscience de figurer parmi une infime minorité de nantis qui peuvent "*voyager et s'installer*" où bon leur semble pratiquement n'importe où dans le monde.

En lisant cela, au fin fond d'un petit village en Inde du Sud, je me suis demandé dans quel monde ces gens-là vivaient-ils.

Car ils semblent ignorer qu'en dehors des pays dominants qui représentent une minorité des pays qui existent dans le monde (près de 200), dans tous les autres pays, donc l'immense majorité, si vous n'êtes pas un nantis, vous n'obtiendrez jamais un visa pour la France ou un des pays de l'UE, les Etats-Unis, etc., hormis au compte-gouttes pour poursuivre des études et dans quelques cas particuliers qui confirment la règle, règle qui existe depuis plus d'un siècle.

Ces gens-là sont de dangereux apprentis sorciers. Ce sont tous des intellectuels de haut niveau, mais je les considère comme des crétins finis.

Accordez le droit aux 3,5 milliards d'Indiens, Chinois, Indonésiens, Pakistanais, Bangladeshi, Vietnamiens, etc. d'obtenir un visa pour la France et je vous garantis que plus de la moitié seront du voyage. Venez donc ici, dans mon village, demandez à n'importe quel Indien croisé sur votre chemin s'il préférerait rester en Inde ou partir vivre en France si on lui en fournissait la possibilité, en 22 ans, hormis à Pondichéry quelques Indiens des classes supérieures qui ont un statut de seigneur ou d'esclavagiste, je n'en ai jamais rencontré un seul Indien qui voudrait rester en Inde. Vous me direz, pourquoi les nombreux touristes chinois, indiens qui visitent la France ne restent-ils

pas en France ? Après avoir été faire leurs emplettes sur les Champs-Élysées, avenue de l'Opéra, parce que ce sont des nantis qui auraient plus à y perdre qu'à y gagner.

Même si demain nous parvenions au pouvoir, nous serions obligés de conserver ce règlement. Nous rétablirions toutes les frontières de l'hexagone et nous renforcerions encore les contrôles, parce que nous n'aurions pas le choix. Il n'y a que de furieux gauchistes ou des ignorants pour imaginer le contraire. Répétons-le ces gens sont dangereux, ne les écoutez pas.

Sous le règne de l'inquisition.

- La nouvelle plaie du politiquement correct par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Extrait.

Ceux qui considèrent avoir le droit à la parole, aujourd'hui, confondent volontairement ou involontairement (consciemment ou inconsciemment) les styles, les genres, les choses dans leur ensemble, à partir du moment où ce qui est dit ne correspond pas à leur a priori ou à leurs intérêts égocentriques.

Un pamphlet, une satire, une critique, sont acceptables tant que tout cela est fait dans l'ordre des choses : c'est-à-dire au profit du monde des dominants et des prédominants dans le cercle fermé des élites qui se sont emparées de tous les pouvoirs en affirmant ouvertement qu'elles ne désirent pas du tout les partager. Selon les élites au pouvoir, ne « pas partager le pouvoir démocratiquement » signifie refuser de jouer le jeu du « populisme »!

La manipulation des opinions publiques est devenue quelque chose de délirant et qui a atteint un point dont on n'aurait jamais pu imaginer l'ampleur encore il y a une décennie! Lorsque tout le monde se dit, crie ou affiche « je suis Charlie » et que tout de suite après vous en tirez des conclusions logiques en proposant donc une réflexion objective, critique, philosophique, sur la situation politique actuelle, vous découvrez brutalement que, si vous ne soutenez pas inconditionnellement l'ordo-libéralisme actuel et ses idéologues, votre proposition sera interdite, rejetée, sanctionnée, censurée, empêchée, poursuivie, condamnée. C'est déconcertant, mais pourtant la réalité actuelle au sein d'une société vraiment désorientée!

C'est ainsi que vous avez en Occident une corporation d'inquisiteurs dont le travail consiste à censurer et sanctionner tout ce qui n'est pas « politiquement correct ». (...)

Les élites au pouvoir ne tolèrent pas la pensée libre et dissidente, qu'ils censurent donc sans états d'âme. Si vous ne partagez pas l'idéologie du fascisme ultra libéral et ne vous soumettez pas aux élites qui l'imposent partout dans le monde et à tous les niveaux, vous êtes violemment rejeté, écarté de l'accès à toute parole. (...)

Même si vous voulez continuer à faire entendre votre parole, un autre son que celui du « politiquement correct », les lieux de réunion vous sont fermés et interdits.

C'est aussi le cas pour toute personne compétente qui veut organiser une conférence d'information sur la Syrie : il est interdit en France de parler de la Syrie, car le discours officiel est un mensonge destiné à protéger un crime d'Etat perpétré sur le peuple Syrien arbitrairement martyrisé par l'intermédiaire de ses mercenaires de DAECH aux ordres et « faisant du bon boulot ». Hors de question de permettre à qui que ce soit de parler dans l'hexagone sur cette réalité qui doit rester dans le brouillard de la manipulation médiatique exécrationnelle qui est pratiquée sans vergogne par les médias aux mains des milliardaires protecteurs de la perversion ultra libérale régnante. Pour le Yémen c'est la même chose : ces peuples, syrien et yéménite, ont eu le tort de

n'avoir pas accepté la loi du pillage pratiqué par le néo colonialisme de l'occident et ses règles de domination au nom de la « liberté » et de la « démocratie ».

Après Natacha Polony, Eric Zemmour et Michel Onfray, c'est aussi rigoureusement la même chose qui se passe avec d'autres personnes que l'on peut aimer ou ne pas aimer, comme Dieudonné. Le pouvoir qui ne veut entendre qu'une seule voix derrière lui, va jusqu'à ceinturer, par un cordon de policiers, la salle de spectacle où se produit l'humoriste, pour en empêcher l'accès aux spectateurs !!! Ce comportement dictatorial qui existe actuellement en France est pire que tout ce qui peut se passer dans une dictature, car il se fait en pleine hypocrisie: il n'y a aucune explication donnée à ce comportement totalitaire ni de justification légale, pour la simple raison qu'il n'y en a pas. La société de droit est ouvertement bafouée et le Pouvoir considère qu'il n'a de comptes à rendre à personne! Le silence de ce Pouvoir impose sa loi de répression arbitraire sans donner d'explications, simplement parce que cet humoriste n'est pas « politiquement correct ». Nous sommes dans une apogée de l'intolérance, dans la plus totale négation de ce qui assure et caractérise la démocratie : le droit à la parole, le droit de l'exprimer, le droit de penser librement...

Inutile de dire que la « Déclaration des Droits de l'Homme » n'a plus cours en France, car les élites n'ont que haine pour ces droits qu'ils abolissent partout, dans le seul but d'imposer leur volonté qu'ils considèrent comme « compétente », les peuples étant « ignorants » et « incompetents » pour savoir ce qui est réellement bon pour eux! Dès que la parole est donnée au peuple, on est dans le « populisme »! Dès qu'un philosophe initie des gens du peuple à la philosophie, il est condamné pour « populisme », car il est sans doute dangereux d'apprendre aux gens à réfléchir et à exercer leur sens critique. Tout est fait hypocritement pour enlever à Mr Onfray le droit et la possibilité même de pouvoir continuer à faire entendre sa voix! Le message paraît clair: le peuple doit rester dans l'ignorance et se contenter d'obéir en se soumettant à la dictature d'une oligarchie au pouvoir... Comment expliquer une telle peur des élites face à tous ceux qui disent ce que le « politiquement correct » ne tolère pas? Il va de soi que les élites détiennent un pouvoir qu'il est hors de question pour elles de partager démocratiquement! La démocratie n'est pas compatible avec le pouvoir qui « se prend ». Lorsque la responsabilité de l'Etat s'exerce vraiment au nom d'un peuple, alors il n'est pas question d'un pouvoir, mais d'une autorité légitime, si elle est bien entendu exclusivement occupée par son rôle de gardienne de l'intérêt commun (de tout le peuple)...

Si l'on ne cadre pas avec l'idéologie fasciste du monde ultra libéral qui impose sa loi à tous, sans demander l'avis de personne (Cf., article du 18 mai 2017, dans mondialisation.ca : « Pourquoi l'ultra libéralisme est-il un fascisme ? »); si l'on se montre critique du système; si l'on ose attaquer la vulgate du « politiquement correct », on est traité aussitôt, au choix et selon le contexte, « d'antisémitisme », « d'homophobie », de « complotisme », de « populisme », de « racisme »...

Dès que quelqu'un fait preuve d'indépendance d'esprit, de liberté, de sens critique, on lui dit qu'il « ne détient pas les bonnes informations », qu'il est le jouet des « fake news », qu'il est naïf, « manipulé », « suicidaire », comme on l'a dit à Michel Onfray : « suicidaire nietzschéen », « délirant »... On va même jusqu'à réclamer une « expertise psychiatrique » comme cela a été fait concernant Marine Le Pen et Jean Luc Mélenchon!

Il est devenu impossible de dialoguer, de débattre en France macronienne. Tout est verrouillé par la caste au pouvoir et le reste de la nation, c'est-à-dire la majorité des Français qui n'a pas voté Macron, est autorisé à se taire!

(Cf., article du 08 mai 2017 dans mondialisation.ca, auteur JYJézéquel : « Le résultat final des fausses élections présidentielles françaises ».

« ... Les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élèvent au nombre de : 20.630.677,00. 66,10% de 31.211.311,00 (de gens qui ont voté)= 20.630.677,00 de voix exprimées pour Macron. Le site du Ministère de l'Intérieur donne le chiffre de : 20.753.798,00 de voix pour Emmanuel Macron. Ce qui confirme une imprécision sur les inscrits du départ. Le nombre de Français inscrits et ayant le

droit de vote s'élève à 47.644.602,00. Il faut donc savoir que le nombre de Français n'ayant pas choisi Macron pour président, s'élève à : 27.013.925,00 de citoyens, c'est-à-dire une écrasante majorité!... »)

Il était plus qu'évident, dans ce monde orwellien qui est devenu le nôtre, que le seul président français possible serait un pratiquant inconditionnel de la religion ultra libérale, un ultra défenseur du régime « maastrichtien » de l'UE qui se caractérise par la négation permanente de tout ce qui de près ou de loin revendique la démocratie. C'est le fondement même du pouvoir de la haute finance, dont Macron n'est qu'un représentant, et qui ne peut rien avoir en commun avec les attentes démocratiques.

Il y a de toute évidence aujourd'hui, une « criminalisation » systématique de la pensée d'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. Toute pensée d'opposition est présentée comme « raciste », « populiste », « homophobe », « antisémite », « complotiste », « délirante », etc... On installe un discrédit « allant de soi », à propos de toute pensée d'opposition! Quelqu'un qui ne pense pas selon la norme du fascisme de cet ordo-libéralisme formatée par la caste des élites de l'oligarchie au pouvoir, est condamné, rejeté, discrédité, interdit de parole, expulsé de tout accès, non seulement aux médias, mais aussi à une simple salle de conférence n'importe où dans l'hexagone! Cela se passe dans la France des « droits de l'homme! »

Il faut avouer que les Français sont tombés bien bas, en acceptant en silence le massacre de leurs valeurs républicaines traînées dans la boue par les escrocs qui les gouvernent actuellement et on se demande aussitôt à quel moment sa flamme révolutionnaire va se rallumer?

Même si je ne suis pas « nationaliste », je trouve scandaleux qu'il soit absolument interdit, actuellement en France, d'être nationaliste! La « France Insoumise » est elle aussi qualifiée de « populiste » et cette catégorie de personnes est parfaitement indésirable en France. La « France Insoumise » n'a pas le droit à la parole : on fait tout pour tuer « légalement » ce mouvement politique qui affiche son opposition déterminée au « politiquement correct ». Marine Le Pen et Jean Luc Mélenchon ont subi tous les deux des commandos de la police surarmée pour des perquisitions contestables aux sièges de leur parti, dans leur propre domicile et aux domiciles de sympathisants. On croyait ces pratiques vichystes révolues! Tout est fait pour discréditer les opposants grâce à l'appui infailible et dévoué des médias aux mains des milliardaires veillant sur l'avenir radieux de leur business nécessitant des citoyens dociles et dressés à l'aune de l'idéologie qui permet l'enrichissement démentiel des plus riches sur le dos des plus pauvres...

L'histoire elle-même est revisitée par un Macron immature et réinterprétée dans le « bon sens » du fascisme ultra libéral. On en est là en France, à cet univers Orwellien décrit dans « 1984 » : tout ce qui n'est pas conforme à l'idéologie est sévèrement persécuté et il est même question déjà de « programmes de rééducation » des récalcitrants. Ce programme est mis en application, à travers les réformes, dans l'éducation nationale. Les diplômes ne sont accordés qu'à ceux qui se montrent dociles et bien formatés à la norme du fascisme actuel. Tout résistant est éliminé d'office et écarté d'un avenir de responsabilité dans la vie sociale...

Au final, si l'on pense correctement et objectivement la réalité, le système fanatique d'une radicalisation inconditionnelle pour la cause de l'empire « maastrichtien » de l'UE, est à égalité avec la vision « nationaliste » condamnée en France. Le comportement des inconditionnels de l'Europe telle qu'elle est, non conforme au désir des Français, (Referendum de mai 2005), est exactement le même que celui des « nationalistes »! Pourquoi donc, le comportement « maastrichtien » serait encensé, idéalisé, vanté, imposé et le comportement « nationaliste » dénigré, combattu, réprimé, persécuté, interdit? Pourquoi le premier qui reconnaît la domination de l'OTAN sur notre sécurité serait meilleur que le second voulant l'indépendance patriotique de la nation souveraine, libre et indépendante?

On criminalise la pensée libre et autonome. On classe grossièrement les personnes de manière parfaitement manichéenne en « populistes » et en « progressistes »! Cette manière archaïque de traiter les gens, cette oeuvre néfaste réalisée par les élites, est une authentique régression mentale, le symptôme visible d'une décadence de la civilisation devenue le signal de sa chute finale. Mondialisation.ca, 07 novembre 2018

Ce monsieur oublie de dire que, quand les gens qu'il défend étaient à la place de ceux qui les ostracisent ou veulent les faire taire aujourd'hui, ils se comportaient de la même manière, moins ouvertement, la censure était plus raffiné envers les véritables opposants du régime.

Quand le mouvement ouvrier adopte la caractérisation de rouge-brun des ultra néoconservateurs pour censurer ses opposants.

Ballast est une revue, créée en novembre 2014, d'une quarantaine de militants/bénévoles (de France et de Belgique), indépendante de tout groupe de presse et parti politique.

- Frédéric Lordon : « Dire ensemble la condition des classes populaires et des migrants » 1/3 revue-ballast.fr 19.11

Nous tentons, autant qu'il est possible, d'éviter les entretiens liés à la parution d'un livre. Frédéric Lordon est de retour en librairie ; de ce nouveau livre, il ne sera donc pas question. C'est que nous avons à l'esprit de revenir à ses côtés sur deux décennies de parutions et d'interventions dans l'espace public. L'économiste régulationniste — spécialiste des crises financières, des manœuvres boursières et de l'euro — est devenu philosophe spinoziste, et ce dernier s'est imposé comme l'une des figures de l'anticapitalisme hexagonal. On se souvient, au printemps 2016, de son appel à soutenir, en pleine contestation de la loi El Khomri et des mobilisations de Nuit debout, le blocage du pays tout entier par la grève générale : « On ne tient pas éternellement une société avec BFM, de la flicaille et du Lexomil ! » Mais s'il ne sera pas question de son dernier-né, l'actualité n'en est pas moins venue bousculer notre entreprise : un texte de sa plume paru le 17 octobre 2018 sur les blogs du Monde diplomatique, titré « Appel sans suite : migrants et salariés », a suscité au sein d'une partie de la gauche radicale une désapprobation souvent vive. Lordon y tançait le « Manifeste pour l'accueil des migrants » porté par Mediapart, Regards et Politis, tenu à ses yeux pour pure inconséquence politique. Retour, en guise de premier volet, sur ce litige dans un café de la place de la Contrescarpe — désormais haut lieu parisien de la macronie délinquante.

Stéphane Burlot - Votre dernier article a agité le petit monde militant. En examinant les critiques énoncées, il semblerait que vous ayez viré de bord ou que vous soyez devenu « rouge-brun » !

Je ne sais pas si la tempête a concerné un dé à coudre ou jusqu'à un bol de soupe, mais à l'évidence il y a eu « quelque chose ». Mais quoi exactement ? Je serais tenté de dire que la circulation de ce texte n'a été qu'un gigantesque test de Rorschach : une surface de projection. Car les réactions furibardes le trahissent toutes à quelque degré : elles n'ont pas pris le parti de lire, mais celui du délire. Elles n'ont pas lu ce qui y était, et elles ont lu ce qui n'y était pas. Écart qui fait inévitablement penser à la logique du symptôme. Mais de quoi ? C'est ça la question : qu'est-ce qu'on assouvit ou qu'est-ce qu'on soulage quand on extravague à ce degré ? Reprenons avec méthode. Qu'est-ce que ce que mon texte dit, et qu'est-ce que la réception en dit ?

« Mon texte prend-il position "contre les migrants" ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. »

Mon texte prend-il position « contre les migrants » ? Évidemment non. Soutient-il la thèse de quelque restriction à l'accueil des flux de migrants actuels dans la situation actuelle ? Pas davantage. Valide-t-il celle d'une connexion causale entre migrations externes et précarité

salariale interne ? Il est fait pour conduire à penser le contraire. Le fond du texte dit : imputer la précarité salariale aux migrants est une erreur d'analyse, les causes premières de la précarité sont à trouver dans la configuration néolibérale du capitalisme mondialisé et sa franchise régionale de l'euro. Normalement, c'est ici que se joue l'accord ou le désaccord. Et maintenant, que dit la réception ? Olivier Cyran : que je fais « passer la lutte anticapitaliste avant la cause des migrants », fabrication littéralement délirante — que ne rachètera pas une anaphore poussive : « Au nom de l'anticapitalisme, faut-il se résoudre / faut-il s'accommoder / faut-il accepter... » (suit la liste des abominations des politiques migratoires contemporaines). On se demande ce qu'il faut avoir pris pour avoir cru pouvoir lire dans ce texte une chose aussi absente et aussi absurde que de subordonner... tout, et spécialement l'urgence de l'aide aux migrants, au préalable de la sortie du capitalisme. Et Pierre Khalfa, il a pris des choses lui aussi ? « Est-ce que la sortie de l'euro ou une éventuelle démondialisation résoudrait la question en tarissant le flux des migrants ? », demande-t-il. Mais à qui au juste ? Car à l'évidence il parle tout seul, en tout cas pas à moi. Comment peut-on en venir au forçage qui fait lire dans un texte ce qui en est, là aussi, notoirement absent ? Et pour cause : cette idée-là est à peu près aussi absurde que la précédente.

Stéphane Burlot - Vous êtes également accusé d'économisme : vous indexeriez tout, et la question migratoire dans le cas présent, sur la sortie de l'euro ou la critique de l'Union européenne.

Impression étrange, et assez comique, d'être ainsi taxé quand il s'agit de traiter une question d'économie politique — car, évidemment, c'est cela que Khalfa a oublié en route : quelle était la question, la question très explicitement délimitée par le texte lui-même. Non pas celle « des migrants », mais celle des effets économiques des migrations — en l'occurrence de leur absence d'effets. Il y a quand même un stade d'extravagance herméneutique où l'on se prend à douter que les mots « lire » et « lecture » fassent l'objet d'une définition partagée. Il est vrai que disant ce qu'il dit, le texte dit aussi, par le fait, que si l'on veut relever les migrants d'une causalité économique imaginaire, il faut s'intéresser à la causalité réelle : celle de la mondialisation néolibérale et de l'euro. S'intéresser, c'est-à-dire nommer, pointer, et d'une manière qui exprime l'intention d'y faire sérieusement quelque chose, en tout cas un élément central de l'agenda politique, à plus forte raison si l'erreur de causalité est au principe de la situation de politique intérieure créée par la question des migrants, une situation où les confusions non-défaites, les causes mal indiquées, nourrissent le pire. Mais c'est là précisément le point de mauvais vouloir de Khalfa qui, trouvant certes l'euro néolibéral mauvais (et précarisant) ne veut pas pour autant en sortir, et préfère attendre qu'il change — et qu'il devienne bon. Comme on demanderait à un cercle de bien vouloir devenir carré.

Stéphane Burlot - Il faut bien cependant, à part ça, que « quelque chose », qui est dans le texte, ait produit les distorsions fantastiques qui font dire « rouge-brun » ou « changé de bord ». Quoi ? Où se tiennent les motifs réels de dégonflage ? Sur des points d'offense personnelle — évidemment transfigurés en raisons politiques. Notamment : les « chaisières »¹ [« le drame [migratoire] est devenu une parfaite matière pour chaisières de l'humanisme sans suite », écrivait Frédéric Lordon dans son texte, ndlr], l'oubli des classes populaires. Oui, je persiste à parler de chaisières à propos de ces personnes qui n'ont pas d'autre horizon politique que la posture morale, et s'y entendent à prospérer sur les « causes », petits accumulateurs opportunistes de capital symbolique à pas cher, occupés surtout de leur image à leurs propres yeux ou à ceux de leurs micro-milieus, à l'intersection de la bourgeoisie culturelle et de la bourgeoisie socialiste en déshérence, prête à faire main basse sur tout pour faire oublier la liste interminable de ses démissions — « manifestation ostentatoire et hypocrite de la vertu », dit le dictionnaire à propos du pharisaïsme. Là-dessus, la chose singulièrement étonnante, c'est que le texte comporte tous les codicilles² qui rendent impossible, mais bien sûr à condition de lire, toute erreur d'adresse. À qui de droit les « chaisières » ? Aux chaisières. Pas aux non-chaisières.

« Il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. »

Qu'il y ait des personnes qui joignent le geste à la parole et mettent un dévouement admirable dans l'action concrète au côté des migrants, je le dis, et je le dis parce que j'en connais. Une de mes amies héberge des migrants chez elle — je pense que comme témoignage d'hospitalité en acte, on peut difficilement faire mieux. Pas un instant, elle n'a pris ombrage des « chaisières » — et pour cause : elle est le contraire d'une chaisière. Une autre, qui fait la même chose, aussi admirable, s'est sentie, elle, terriblement offensée. Mais pourquoi, lui ai-je répondu ? Pourquoi prendre ainsi pour toi ce qui, à l'évidence, ne te concerne pas ? Comment peut-il se produire une abolition du discernement capable de produire des accès d'égoïsme aussi mal placés ? Par exemple, lorsque je lis, et ça m'arrive souvent, des diatribes sur « les économistes » (leur commission à l'ordre néolibéral, leur corruption institutionnelle, etc.), je suis capable de ne pas les prendre pour moi. Quand je tombe sur une charge contre la pleutrierie politique « des universitaires », je ne me sens pas concerné non plus. Et je n'ai pas besoin de codicilles. Je peux laisser passer une généralité sans doute analytiquement peu précautionneuse, mais dont un soupçon de discernement suffit pour voir qui elle vise en réalité. Symétriquement, quand je mets en cause « les médias », et ça m'arrive souvent aussi, je ne reçois pas de messages outrés du Diplo, de Fakir ou du Média. Qui savent assez bien où ils en sont eux-mêmes, et n'ont pas besoin de notes de bas de page pour être assurés de ne pas faire partie de l'adresse. Alors il faut s'interroger.

Stéphane Burlot - Sur quels points ?

Comment, par exemple, se fait-il que, de deux textes si formellement semblables dans leur structure argumentative (celui sur les appels « climats » et celui sur les appels « migrants »), seul le second ait produit de pareils effets ? Qu'est-ce que ça touche qui est à ce point insoutenable ? Normalement, ici, il ne devrait pas être nécessaire de dire qu'au premier chef, ce qui est insoutenable, c'est le sort objectif fait aux migrants. Car d'abord ce devrait être suffisamment évident pour qu'on n'ait pas à le dire. Et ensuite parce que c'est surtout d'autres choses qu'il s'agit ici. D'abord d'un point de cristallisation intolérable de l'impuissance politique où nous sommes. L'impuissance politique, en soi c'est dur, mais nous commençons à en avoir l'habitude. Mais l'impuissance face au drame absolu des migrants, c'est au-delà du supportable. Et c'est peut-être pourquoi, tout ce qui est fait pour se soulager symboliquement de cette impuissance, appels, tribunes, manifestes, dont nous sommes capables en temps ordinaires de reconnaître le caractère quelque peu dérisoire — à la mesure de nos moyens... — ne supporte plus ici d'être mis en question. Remettre en cause si peu que ce soit les solutions d'accommodation symbolique de l'impuissance politique, qui, confrontée à un drame extrême, prend le tour d'une culpabilité extrême, vouait sans doute à cette réception qui en définitive parle de tout sauf du texte lui-même : des souffrances de l'impuissance.

Mais aussi de l'impossibilité, autour de la question des migrants, de quoi que ce soit qui ne soit pas de l'ordre de l'unanimité morale. En fait quelque chose comme un point de sacré, qui — une fois accordé aux urgences de vie et de mort ce qui doit évidemment l'être — exclut radicalement par ailleurs tout questionnement conflictuel. Mon hypothèse serait la suivante : le migrant, c'est la figure de l'altérité la plus lointaine, par conséquent, c'est un cas passionnel pur. Je veux dire : l'éloignement est tel qu'à part la compassion due à la victime absolue, aucun autre affect n'environne la figure du migrant. Après tout, il y a d'autres hécatombes silencieuses, mais aucune n'a ces propriétés. Par exemple on meurt d'accident au travail. On meurt du chômage — l'INSERM estime à plus de 10 000 la surmortalité consécutive au chômage. Là aussi il y a un grand cimetière invisible. Mais qui n'émeut personne pareillement.

Stéphane Burlot - Et pourquoi, selon vous ?

« Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron. »

Peut-être, à part le fait qu'ils ne reçoivent aucune attention, parce que ces morts sont des cas passionnels plus mêlés. Pour les chaisières, je veux dire pour cette bourgeoisie pharisienne qui ne connaît que les causes humanitaires, celles qui permettent de ne jamais prendre le moindre parti politique (ou bien, pour sa partie la plus retorse, d'en prendre mais sans en avoir l'air), le moins qu'on puisse dire c'est que la figure du prolo n'est pas passionnellement pure : on en a croisé, on n'aime pas trop leurs manières, on les soupçonne de voter pour le FN, etc., beaucoup d'affects contraires qui viennent mitiger celui de la compassion. C'est pourquoi le cas des migrants permet de ne faire aucune autre politique que celle des causes prochaines (et encore) : celle qui, justement, incrimine les politiques migratoires, ses dispositifs ignobles, mais qui ne veut guère aller plus loin. Comme si le cas moral du tort fait aux migrants ne supportait pas qu'on le surcharge de quelque autre question. Car la compassion pure appelle l'unanimité pure. Or les « questions » divisent. Et moi je voulais poser des questions. Notamment aux convolutions de la mauvaise conscience mais plus encore à l'inavouable de certaines arrière-pensées — pour le coup celle de la scène politique intérieure.

Stéphane Burlot - Des lecteurs ont pu être choqués par votre texte, estimant que, la cause étant juste, ce « Manifeste », fût-il imparfait, allait toutefois dans la bonne direction...

Oui. Je sais bien que « l'urgence » permet de faire passer ce qu'on veut en contrebande, mais tout de même. Normalement on devrait faire attention à ce qu'on signe et avec qui on signe. Mon texte rappelle que les trois médias initiateurs ont œuvré, sans doute à des degrés divers, à défaire la seule force politique de gauche qui, quoi qu'on en pense, était en position de faire obstacle à Macron en 2017. L'un d'eux, Mediapart, a été spécialement actif dans cette entreprise. Mais il faudrait instruire le cas avec une grande précision. En commençant par ces tribunes grandiloquentes, s'enveloppant dans l'Allemagne des années 1930, pour fustiger, par analogies aussi grossières historiographiquement qu'ineptes politiquement, toute stratégie s'opposant à un PS en ruine, stratégie coupable d'ouvrir la voie à l'extrême-droite — Mélenchon étant l'équivalent fonctionnel du KPD [Parti communiste d'Allemagne], dont le refus de s'allier au SPD [Parti social-démocrate d'Allemagne] aurait mis Hitler à la Chancellerie. Et tout ça pour tenter de sauver Benoît-6%-Hamon, en faveur de qui Mélenchon était sommé de se retirer séance tenante. On ne se souvient pas d'avoir entendu aucun appel symétrique lorsque l'infortuné socialiste était aux fraises et que, pour le coup, son apport de voix à lui aurait pu écarter Le Pen du second tour — mais la lutte contre le FN a de ces géométries variables que la géométrie ignore. En revanche, on se souvient de ces grands entretiens énamourés accordés au candidat Macron par Mediapart dès avant le premier tour, pour ne pas même parler de celui de l'entre-deux tours, conclu tout en œillades et en sourires complices. Il faut rappeler tout ça face à des gens dont le pli du déni est comme une seconde nature et qui, jusqu'au bout, rejettent l'évidence qu'on leur met sous les yeux, l'évidence de leurs faits et de leurs gestes. Des esprits malicieux avaient à l'époque donné le nom de balladuro-trotskyisme — car, oui, tout ça vient de loin — à cette posture qui consiste à feindre de monter sur la barricade pendant quatre ans et demi, pour retomber dans la tambouille social-libérale six mois avant l'élection, et prendre un air tantôt raisonnablement enthousiaste tantôt sincèrement désolé pour expliquer qu'il faut voter Royal, Hollande ou Macron. Et donc cette fois Macron.

Car voilà le nœud de l'affaire : cet appel si plein d'humanité en faveur des migrants a été initié par des gens dont certains, de fait ou d'intention, ont contribué dès avant le premier tour à porter Macron au pouvoir, c'est-à-dire à installer une politique anti-migrants à peu près aussi dégueulasse que celle de Salvini, et puis à pousser les feux du néolibéralisme comme jamais, c'est-à-dire la cause même qui approfondit le désespoir matériel des classes populaires et leurs errements imaginaires, splendide résultat. Il faut tout de même mesurer l'énormité de cette histoire : pas un mot dans l'appel pour nommer Macron, pour dire ce qu'est sa politique, pour dire la

criminalisation de l'aide aux migrants — ce ne sont pas les chaisières qu'on traîne en justice —, pour rappeler que, sous sa responsabilité, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. Je ne sais pas si tous les signataires ont bien eu ces éléments présents à l'esprit, et si ça n'a pas été le cas, il faudrait leur demander ce que ça leur fait d'en prendre conscience, et si « l'urgence » commandait aussi impérieusement de mettre tout ça de côté. Cyran, d'ordinaire très attaché à tenir son rang dans les compétitions de radicalité, concède à la rigueur qu'il y a bien dans les signataires « quelques mous du genou ». Il dit « signataires » pour ne pas dire « initiateurs ». Je trouve surtout que c'est son critère du « mou du genou » qui est devenu étonnamment mou du genou.

« Sous la responsabilité de Macron, la police lacère les toiles de tente, gaze les occupants, jette les chaussures, détruit les duvets, bref, se vautre dans une ignominie proprement inimaginable, et pour tout dire fascistoïde. »

Je dois ajouter pour finir que l'une des choses qui me révolte le plus au monde, ce sont ces entreprises d'auto-blanchiment symbolique, de retournement de veste en loucedé et d'effacement des traces pour se croire propre comme un sou neuf, et puis faire main basse sur la cause incontestable afin de mieux occuper la position de la supériorité morale incontestable. Eh bien non. On n'est pas obligé de passer tous ses faux en écriture à la duplicité. Or la duplicité, c'est la mauvaise foi caparçonnée dans la bonne — par exemple prendre sincèrement fait et cause pour les migrants, mais depuis une position politique plus que douteuse, au regard même du « fait et cause » —, structure qui, du reste, rend impossible toute discussion, par la force des choses, puisque le mur du déni est infranchissable. Si l'on ajoute à ça le lourd soupçon que cette splendide initiative n'est peut-être pas sans rapport avec le lancement façon Ariane 5 de la candidature Glucksmann, cette opportune reconstitution de la gauche-PS sans le PS, oui, ça commençait à faire beaucoup.

Stéphane Burlot - Qu'en aurait-il été du même texte, mais publié par d'autres émetteurs ?

Mais son problème principal reste son contenu, d'une affligeante pauvreté. Rien ni sur la mise en cause de Macron, ni sur la désignation franche des causes réelles de la précarité, seule à même de défaire le ressentiment des classes populaires. Au reste, l'absence de Mediapart nous aurait privé d'un formidable moment de vérité, je veux parler de cette scène hallucinante, rapportée par Pierre Rimbert dans le *Le Monde diplomatique*, où l'on voit, à l'occasion d'un live, Danièle Obono s'expliquer sur son refus de signer, pour se voir in fine opposer cet argument totalement sidérant : « Si vous aviez signé l'appel, il n'y aurait pas eu tout ce foin. » Il faut de pareils miracles d'innocence pour prendre la mesure de ce que c'est que la pensée incorporée, celle à laquelle on ne fait même plus attention, et qui parle toute seule en soi — ici un habitus d'OPJ [officier de police judiciaire].

Le philosophe Jacques Bidet réagissait il y a peu à l'accusation de moralisme, telle qu'elle est volontiers formulée à l'encontre des défenseurs des migrants. Il demandait, rhétoriquement : « Serait-ce là une posture "morale" ? Mais peut-on se passer de morale ? Et pourquoi la morale serait-elle naïve ? » Que faites-vous de ces questions ?

Je ne suis pas sûr que ce soit un énoncé suffisant pour dénouer le problème. D'un certain point de vue, je n'ai aucun mal à épouser la formule de Jacques Bidet, et pour une raison extrêmement simple : la politique est une axiologie. Il y a donc, mais à titre consubstantiel, de la morale en politique puisque la politique ne cesse d'engager des affirmations de valeur. Mais toute la question est celle de savoir comment se configure la présence de la morale dans la politique, le rapport de la morale et de la politique, et notamment de savoir si la morale épuise la politique. Question rhétorique de nouveau, dont la réponse est évidemment non. La morale vise tendanciellement à l'unanimité alors que la politique assume l'irréductibilité du conflit — hétérogénéité rédhibitoire. Il y a donc de la morale dans la politique, mais la politique ne pourra jamais être de la morale.

Et puis la morale est un discours de prescription fort dans un discours institutionnel faible et un discours d'analyse nul. Et la morale fonctionne essentiellement à l'injonction sans suite (formelle). Dans le registre normatif qui est le sien, elle est par construction dépourvue de toute analyse de ses conditions d'efficacité, comme si l'apesanteur sociale seyait à son genre. C'est ici que, quoique fondamentalement axiologique, et par-là morale, la politique peut connaître des dégradations moralistes. J'entends par là le refuge dans l'injonction pure et le faux universalisme ignorant des conditions particulières — « faire la morale ». L'injonction morale a été longtemps la seule manière envisagée par les classes bourgeoises éduquées de lutter contre le racisme. On en connaît les brillants résultats. Ce qui rend le « Manifeste pour l'accueil des migrants » aussi consternant, c'est combien peu il a dépassé ce stade. Et c'était bien le point de mon texte : si l'on veut que le ressentiment raciste n'envahisse pas (entre autres) les classes populaires, il va falloir leur servir autre chose que des sermons et du sourcil levé. Le racisme prend quand il rencontre les conditions qui lui permettent de prendre. Mais, de cela, le « Manifeste » ne veut discuter à aucun prix. Il en est donc réduit à « faire la morale ». C'est-à-dire à dépolitiser la question des migrants, soit à peu près le pire service à lui rendre.

Stéphane Burlot - En 2013, vous écriviez sur votre blog qu'« il est évident que l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable ». Votre dernier texte n'aborde pas ce point, mais les polémiques qui l'entourent n'ont-elles pas partie liée, d'une manière plus ou moins distincte, avec cette position de fond ?

« "La frontière, pour ou contre ?", c'est de la problématisation pour "On n'est pas couché" ou pour C-News. »

Si c'est une manière de me demander si j'adhère à la position « No Border », en effet la réponse est non. Pour se faire une idée des régressions intellectuelles auxquelles conduisent soit les régressions moralistes de la politique, soit certaines formes de la « pensée militante », il faut lire cette phrase du papier que Cyran m'a consacré : « Le problème avec les frontières, c'est qu'il faut choisir : soit on est contre, soit on est pour ». Ça m'a été un accablement de lire ça — Dieu sait que Cyran est un type intelligent, mais comment est-il possible d'en arriver à ce néant de pensée ? Car « La frontière, pour ou contre ? », c'est de la problématisation pour « On n'est pas couché » ou pour C-News. En matière d'institutions, « pour ou contre », c'est la pire manière de poser les questions. Et spécialement à propos de cette institution qu'est la frontière. D'abord parce que je crois que l'humanité No Border, non seulement n'existe pas, mais qu'elle n'existera jamais. Le genre humain rassemblé dans une communauté politique unique, puisque tel est bien le corrélat du No Border, n'est qu'une posture vide de sens tant qu'on n'a pas produit la forme politique sous laquelle cette communauté pourrait se réaliser. On attend toujours des No Border qu'ils produisent la première indication à ce propos. L'humanité se distribue en ensembles finis distincts. Et le principe de la distinction s'appelle une frontière. La frontière est donc un fait positif (maintenant je me mets même à douter qu'on comprenne correctement ce que veut dire ici « positif »...). La question « oui ou non », « pour ou contre », n'a rigoureusement aucun intérêt. La seule question intéressante, c'est celle de la forme. Car l'institution « frontière » peut prendre des formes extrêmement variées, des plus haïssables, à base, en effet, de barbelés et de camps de rétention, jusqu'à de plus intelligentes, qui tolèrent, encouragent même la circulation et l'installation, mais n'abandonnent pas pour autant l'idée d'une différence de principe entre l'intérieur et l'extérieur, et d'une consistance propre de l'intérieur.

Mais qu'est-ce que c'est, une forme « plus intelligente » de la frontière ?

Relisons par exemple Robespierre et la définition de la citoyenneté française donnée par la Constitution de 1793 : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ». Des droits « de citoyen français ». Pas « du

monde », cette autre navrance de l'humanisme postural. L'idée de frontière se trouve-t-elle ici abandonnée ? Nullement : elle est élaborée. D'une manière qu'on pourrait même trouver assez admirable. C'est quand même d'un autre niveau que les slogans « pour ou contre » ou « No Border ». La frontière peut donc parfaitement se penser sous l'espèce de la porosité. Mais d'une porosité nécessairement organisée : institutionnalisée.

Donc, fatalement, encadrée par une instance étatique, des douanes et des visas.

C'est comme ça que ça s'appelle.

Visas que le Nord obtient aisément mais qu'il n'entend pas délivrer pareillement au Sud.

Mais dire cela, c'est de nouveau se tromper de plan, et rabattre le concept général de la frontière sur l'une de ses réalisations historiques particulières, la réalisation présente, dont nous tomberons sans difficulté d'accord pour la trouver détestable.

Stéphane Burlot - Vous contestez sans l'ombre d'un doute la « fausse opposition » construite entre migrants et salariés nationaux — tout en écrivant que « la classe parlante » se doit de « démontrer qu'elle pense en priorité » aux classes populaires. N'est-ce pas une contradiction ?

Ça n'en est une qu'à la condition de ne pas faire la lecture contextuelle que cette phrase appelle nécessairement. Oui, je maintiens que la « classe parlante », celle qui « tribune », qui appelle et pétitionne dans ses propres organes de presse, Libé, Le Monde, etc., a à sa manière accompagné le néolibéralisme en se désintéressant pendant des décennies de la classe ouvrière qui en prenait plein la gueule en première ligne dans l'indifférence générale. C'est un fait documentable : à quelles causes et à quelles classes ou à quelles catégories les appels ont-ils été majoritairement consacrés depuis 30 ans ? Si la chose peut sembler anecdotique et caricaturale, elle n'en livre pas moins une vérité plus large : pourquoi, à peu de choses près, n'a-t-on jamais vu de vedettes ou de personnalités des arts prendre des positions publiques pour d'autres causes que la paix/la guerre, la faim, la Terre, les maladies, bref pour des choses de préférence situées au loin, sans conséquence sur le front politique intérieur ? Les « vedettes », qui ont des intérêts de notoriété élargie à défendre, sont l'accomplissement et, partant, le révélateur de cette tendance à éviter tout ce qui clive, fait conflit, divise (donc pourrait amputer leur zone de chalutage), et ne trouvent jamais à cette fin meilleure arme que l'affect pur de la compassion, celui qui, précisément, opère la réduction morale de la politique, la dépolitisation entendue comme refus d'assumer l'essence conflictuelle de la politique. Or, malheur à elles, les classes populaires, la classe ouvrière, ne sont pas seulement exposées à la mitigation de leur cas passionnel, elles sont le lieu du conflit majuscule dans la société capitaliste : le conflit de classes.

« C'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers. »

Dire quelque chose « pour » les classes ouvrières et populaires sans prendre parti, sans se situer dans le conflit, c'est par construction impossible — beaucoup ont prudemment jugé que, dans ces conditions, mieux valait s'abstenir. Le néolibéralisme étant désormais entré dans une phase répugnante, les tendances changent : le monde de la culture a enregistré le choc de la crise de 2008 et de ses suites, il n'hésite plus à parler ouvertement de politique. Que certains de ses représentants se soient retrouvés à soutenir des textes contre la loi El Khomri, la destruction du code du travail, les ordonnances SNCF, c'est un heureux changement, mais un changement récent. Assez paradoxalement, on peut penser que si elles ne sont guère lectrices de ces tribunes et appels, les classes délaissées n'en ont pas moins conscience... d'être délaissées — de l'attention pétitionnaire. D'être délaissées symboliquement en plus de l'être matériellement. Elles ont conscience que le capital symbolique des « intellectuels » s'est engagé partout sauf de leur

côté pendant des décennies. Si donc, je parle de priorité, c'est parce qu'il y a un fameux rattrapage à faire, et qu'on en est qu'au tout début.

Il suffit de voir certains produits du sens commun de la gauche critique pour le mesurer : il y a peu je suis tombé sur Internet sur un graffiti qui disait ceci : « Donnez-nous la PMA, on vous laisse le PMU ». Le bourgeois urbain en moi s'est aussitôt réjoui de la géniale trouvaille. Et puis, me reprenant, j'ai vu le désastre. Je m'empresse de préciser que j'ai des raisons personnelles, si elles ne sont qu'indirectes, d'être un ardent partisan de la PMA. Mais ce slogan, c'est la catastrophe du délaissement. Voilà le paysage mental résistant sur fond duquel s'élabore encore le rapport entre les « causes ». Ça m'a donc été une chose spécialement étonnante de voir mon texte accusé de marquer une division entre classes populaires et migrants, de la part de gens qui, précisément, n'ont pas trouvé un seul mot à dire pour raccorder ces deux causes, et ceci pour refuser à toute force de poser la seule analyse qui permettrait ce raccordement : car c'est la mondialisation néolibérale et sa franchise européenne qui permettent de dire ensemble et la condition malheureuse des classes populaires, et la surexploitation honteuse dont sont victimes les migrants ou les sans-papiers, et que les seconds ne sont pas la cause du malheur des premiers. Pour qui n'est pas sous œillères, c'est normalement le perfect hit⁴, et ça aurait dû l'être pour les initiateurs du « Manifeste » du point de vue même de leurs intentions alléguées — mais c'est à ce genre de loupé qu'on devine le caractère trouble des mobiles réels.

Stéphane Burlot - Comment votre position s'agence-t-elle par rapport à celle du philosophe Alain Badiou, avançant que le communisme à venir doit être fondé sur « le prolétariat international et nomade » ?

Je ne peux pas répondre sans avoir au préalable dit l'immense estime que m'inspire, à part son œuvre philosophique, que j'admire même si je ne la partage pas, l'immense estime, donc, que m'inspire la force d'âme qui fait maintenir contre toute une époque : maintenir le mot communisme, maintenir la critique de la « démocratie », pendant les années 1980 et 90... Si on n'a pas traversé soi-même ces années-là, on n'imagine pas ce que ce maintien suppose d'adversité, d'opprobre même, à affronter. En ce sens, Badiou a été indiscutablement fidèle à sa philosophie de la fidélité. Maintenant, le « prolétariat international et nomade » comme le socle du communisme à venir, je dois vous dire que ça me désespère. Et le prolétariat national et sédentaire ? À la poubelle de l'Histoire ? Comment se sortir de la tête que la philosophie, ou plutôt la « grande philosophie », celle qui méprise souverainement les sciences sociales, ne peut aboutir que là. Mais sans doute comme tous les enfermements sociocentriques auxquels les intellectuels sont si enclins. La condition intellectuelle sans portes ni fenêtres est peut-être le pire des fléaux intellectuels, celui-là même dont seule une sociologie des intellectuels comme celle de Bourdieu pouvait fournir l'antidote. Au moins permet-elle de comprendre combien la préférence pour « l'éloignement », je veux dire pour les causes lointaines, est aussi une manière de maximiser les profits symboliques d'universel, par la démonstration ostentatoire de sa capacité à se détacher de sa propre localité — beaucoup d'intellectuels certainement lisent La Rochefoucauld, mais combien en prennent quelque chose pour leur propre compte ?

Vous évoquez dans ce texte le « ressentiment » populaire des oubliés, qui, in fine, conduit à Trump. Ce constat est partagé par nombre de forces toxiques, du Printemps républicain au Rassemblement national : comment transformer ce constat en proposition émancipatrice ?

« Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. »

Très simplement en le réinscrivant dans la position politique d'ensemble qui lui donne sa valence⁵ : la position anticapitaliste. Je suis assez familier du problème puisque je l'ai déjà rencontré maintes fois avec la sortie de l'euro : « C'est ce que dit le FN ! » C'est cette inepte criailerie qui a conduit toute une partie de la gauche à désertir cette position pourtant névralgique, sans être capable d'accéder à l'idée simple que « sortie de l'euro » n'est pas une expression complète en

soi, et qu'elle peut être investie de manières très différentes qui peuvent la revêtir de significations politiques diamétralement opposées. Il y a là d'ailleurs un point de théorie assez général. Un énoncé ne recèle pas à lui seul l'entièreté de sa valence, ou de sa signification : il ne les acquiert que par réinscription dans l'ensemble énonciatif plus large auquel il appartient. En d'autres termes, l'atomisme herméneutique est une erreur à coup sûr. L'herméneutique procède nécessairement par holisme structural : ce sont les totalités énonciatives qui livrent la vérité de leurs parties. En l'occurrence, donc, si vous voulez savoir le sens que revêt dans mon discours l'évocation du ressentiment des classes populaires, il vous suffit de la rapporter à l'ensemble de mes prises de position, et la chose doit normalement apparaître assez clairement. Pour le reste, j'entends votre question sur le mode du discours indirect, et comme une opportunité que vous m'offrez de faire cette clarification, mais en réalité à l'usage d'autres que vous — à qui je prête de ne pas trop en avoir besoin.

Mais le simple fait qu'il faille répondre à cette question donne une indication sur les confusions de l'époque, et aussi bien sur l'effondrement du discernement chez certains lecteurs à gauche. Il m'arrive de penser que Bourdieu, aujourd'hui, ne pourrait plus réécrire *La Misère du monde* : populiste, trop d'empathie pour les électeurs du FN, suspect quoi. Ceux à gauche qui pensent qu'ils ne feront la révolution qu'avec un peuple révolutionnaire constitué de leurs exacts semblables attendront la révolution longtemps. Un internaute que je ne connais pas — il s'appelle Maxime Vivas et j'en profite pour le remercier — m'a envoyé récemment cette phrase de Lénine que je ne connaissais pas non plus : « Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, c'est répudier la révolution sociale. [...] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. » La méthode matérialiste, c'est ça — et c'est autre chose que les compétitions de posture. Faire de la politique, c'est faire avec la matière passionnelle qu'offre la conjoncture — car il n'y en a pas d'autre. Et l'informer quand elle est amorphe ou quasi-amorphe, et la reformer quand elle est mal formée. L'informer ou la reformer dans le sens de l'émancipation, oui, c'est-à-dire en la redirigeant adéquatement : contre la domination du capital et contre celle de l'État.

En parlant de domination d'État, vous incluez le racisme et le sexisme structurels ?

C'est une telle évidence.

1. Se dit d'une loueuse de chaises à l'église.
2. Texte, clause, ajouté à un traité.
3. Qui peut être posé, qui est de la nature du fait ou se fonde sur les faits.
4. « En plein dans le mille ».
5. La valence, en chimie, est le potentiel de liaison d'un atome.